

T2137-562-8,00 F

ISSN 0026-9433



**MEETING DE SOUTIEN
AUX MINEURS BRITANNIQUES
LE 14 FÉVRIER, A 20 H
SALLE MARTIN-LUTHER KING, PARIS 14^e**

Le Monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 562 JEUDI 14 FÉVRIER 1985 8,00 F

**THATCHER
ETRANGLE
LA CLASSE
OUVRIERE**



**Thierry Maricourt
un insoumis emprisonné
en grève de la faim
Lire page 5**

Fp. 2520

communiqués

• NICE

Le groupe de Nice vous souhaite une bonne année libertaire et vous donne rendez-vous tous les samedis après-midi à l'entrée principale du Centre Nice-Etoile (avenue Jean-Médecin). Une vente militante de notre hebdomadaire s'y déroule jusqu'à 18 h, ainsi que la vente d'affiches et d'autocollants anarchistes. Pour nous écrire : A.D.I.A., c/o librairie Le Temps de vivre, 5, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

• GARD

Le groupe libertaire du Gard va ouvrir son local à Nîmes courant février. Nous n'avons pas pu le faire plus tôt à cause de l'importance des travaux à réaliser et... des dépenses engagées. Nous appelons les libertaires de la région à faire preuve de solidarité pratique ou financière. Cela fait longtemps qu'il n'y a pas eu de local anarchiste à Nîmes, cela mérite un effort. Contactez-nous par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• CRÉTEIL

Un groupe est en formation à Créteil. Notre but est de propager l'idéal libertaire. Nous assurons une vente du *Monde libertaire* tous les dimanches matin de 9 h à 11 h 30, au « marché » du vieux Créteil.

Nous invitons les libertaires et les personnes intéressées à venir nous rencontrer, ou bien, à écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• NANTES

Désireux de développer une structure d'accueil, d'action et de culture libertaire, le groupe Frederico-Garcia-Lorca vous informe qu'il tient désormais ses permanences les premiers et troisièmes lundis du mois, de 18 h à 20 h, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes. De plus, le groupe assure une vente du *Monde libertaire* tous les samedis matin, de 11 h à 12 h 30 au marché de Talensac.

• MONTREUIL

A partir du 19 janvier 1985, le groupe libertaire de Montreuil assurera la vente des journaux : *Le Monde libertaire* et *l'Union pacifiste*, tous les samedis, de 11 h à 12 h, avenue de la Résistance (face au centre commercial), métro Croix-de-Chavaux.

• CHELLES

Des cours d'esperanto auront lieu tous les jeudis à 20 h au local du groupe Sacco-Vanzetti. Ces cours pour débutants seront gratuits. Adresse du local : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).

• LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa vient de se créer avec des militants de la F.A. sur Le Mans. Ce qui a présidé au choix de ce nom, ne tient pas à la seule consonnance exotique du pseudonyme. Mais il est plutôt dû au fait que Zo d'Axa peut être considéré comme le précurseur de l'individualisme en France. En effet, il a le premier ébauché une véritable problématique individualiste de la révolution sociale. Il a fait de l'individualisme libertaire une arme de critique sociale. Cet individualiste fut aussi un partisan d'un socialisme large et idéal, opposé à celui mesquin du ventre.

Cette sensibilité individualiste libertaire, nous la partageons largement avec Zo d'Axa qu'on aurait bien tort de ranger au musée de l'histoire. Nous tenons des permanences à la Maison des associations, rue d'Arcole, les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m^o République)
tél. : 805.34.08

éditions

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le vingt-sixième numéro de la collection « Volonté anarchiste » est paru, dédié à Camus, décédé le 4 janvier 1960. Cette nouvelle brochure intitulée « Albert Camus et les libertaires » rassemble les contributions du philosophe parues dans le *Monde libertaire* et les articles, la plupart contemporains, se rapportant à sa vie, ses idées ou son œuvre. L'exemplaire, 20 F, est en vente à la librairie du Monde libertaire. Mais n'oubliez pas le soutien qu'est l'abonnement ! Les huit numéros de Volonté anarchiste pour 150 F seulement ! L'abonnement de soutien à ne pas négliger à partir de 200 F. Une adresse : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Les règlements doivent être adressés à l'ordre de A.S.H., C.C.P. 21 600 42 C Paris.

• « LA MÉMOIRE SOCIALE »

« Tous les arts ont produit leurs merveilles, l'art de gouverner n'a produit que des monstres. » Les compagnons du groupe Voline, pour leur part, poursuivant leur œuvre de désintoxication et d'hygiène sociale, viennent d'enfanter d'une bête indomptable et sauvage... *La Mémoire sociale* n° 3, revue d'humeur, vient de surgir des profondeurs de la nuit. Plongez-y sans plus attendre vos yeux et vos tripes, mais prenez garde... l'enfant mord !

Au sommaire : Page d'humeur (Edito) ; Les Indiens métropolitains (Jöel) ; Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique (M. Bakounine) ; Introduction à l'esthétique anarchiste (M. Scrivener) ; Le Transgresseur est-il un facteur d'évolution (E. Armand) ; Ainsi vivent les anarchistes (poème).

En vente à la librairie du Monde libertaire : 10 F (numéros précédents encore disponibles). Abonnement simple (4 numéros) : 25 F ; abonnement de soutien : 40 F. *La Mémoire sociale*, c/o Gr. Voline, 26, rue Piat, Paris XX^e.

• AFFICHE

Le groupe Kropotkine vient d'éditer une affiche à propos de la Nouvelle-Calédonie (format 50 x 70). Elle est vendue à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F à l'unité.

Nouvelle Calédonie
Non au statut Lemaire, non au plan Plessé !

Indépendance immédiate



Pour une Kanaky sans classes ni Etat

Rédaction anarchiste, 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur français de l'Internationale des Fédérations anarchistes

débats

• BORDEAUX

Mercredi 6 mars, à partir de 21 h, au 7, rue du Muquet, le groupe Durruti organise une projection du film de Bernard Baissat : « Ecoutez Marcel Body », un témoignage de la révolution russe.

Ce film, à travers une discussion entre Marcel Body (« Un piano en bois de Carélie ») et Alexandre Skirida (« Makno, le cosaque de l'anarchie »), renoue les fils d'une mémoire libertaire sur des événements qui appartiennent à l'histoire ouvrière.

Ce film sera suivi d'un débat.

• CORBEIL

Le groupe de Corbeil organise une projection-débat sur la révolution espagnole de 1936 à 1939, le vendredi 1^{er} mars, à 19 h 45, au 2, rue Raymond-Brunot (Gare et sortie : Moulin-Galant).

• LILLE

Le groupe de Lille organise un spectacle avec Philippe Val mardi 12 février à 21 h à la M.A.C., salle de la cinémac, boulevard Paul-Langevin (Cité scientifique), Villeneuve-d'Ascq (entrée : 50 F).

Le spectacle sera précédé, à partir de 19 h, d'une conférence-débat sur l'anarchisme (avec la présence notamment de plusieurs animateurs de Radio-Libertaire). Un stand librairie, ainsi qu'une expo et une buvette seront mis en place. Venez nombreux !

• CHELLES

Le samedi 23 février 1985, à 20 h 30, le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags ». Avec la participation d'Alexandre Skirida (écrivain, auteur de plusieurs livres de référence sur le sujet) qui animera le débat. Egalement, projection du dernier film de Bernard Baissat : « Ecoutez Marcel Body » (témoignage et acteur de la révolution russe).

Projection et débat auront lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

• LE MANS

Les militants du groupe Zo-d'Axa organiseront le samedi 16 février, au Mans, une animation avec Ronald Creagh autour de son dernier ouvrage « Sacco et Vanzetti ».

De 14 h à 17 h : exposition permanente au Centre Jacques-Prévert, avec un aperçu des retentissements de l'affaire sur le plan local.

De 14 h à 16 h, Ronald Creagh sera à la librairie La Taupe pour présenter son ouvrage.

De 16 h à 17 h, rencontre-débat avec l'auteur autour des différents aspects de l'affaire Sacco-Vanzetti.

Enfin, nous animons l'émission anarchiste « Basta » sur Radio-Alpa, 100,1 MHz, le samedi de 16 h à 17 h. Différents rendez-vous avec l'anarchisme à ne pas manquer !

RENCONTRE

Samedi 23 février, la librairie du Monde libertaire recevra Roger Dadoun, auteur notamment de « Psychanalyse entre chien et loup », aux éditions Imago. Cette table ronde, à partir de 16 h, aura pour thème : « Psychanalyse et anarchie ».

Nous rappelons que « rencontre avec Roger Dadoun » est une action tridimensionnelle : une émission le 23 février, de 10 h à 12 h, sur Radio-Libertaire ; une page « Argument » dans le « Monde libertaire » ; et une rencontre directe à la librairie du Monde libertaire.

Les administrateurs

communiqués

• MILLAU

Les personnes intéressées par la propagande anarchiste dans la région de Millau peuvent prendre contact avec la liaison F.A. en création, en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

• COMMISSION AGRICULTURE

Afin de poursuivre ses recherches et analyses, la commission agriculture de la F.A. a besoin de documents et d'opinions, surtout concernant les trois domaines suivants : relations internationales, guerre alimentaire et sous-développement ; syndicalisme et luttes paysannes ; critiques des rapports producteur-consommateur. Toute contribution est la bienvenue et peut être transmise aux Relations Intérieures qui feront suivre.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

| TARIF | France | Sous pli fermé | Etranger |
|--------------|--------|----------------|----------|
| 3 mois 13 n° | 85 F | 95 F | 120 F |
| 6 mois 25 n° | 155 F | 180 F | 230 F |
| 1 an 50 n° | 300 F | 335 F | 420 F |

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

LES « bras d'honneur » qu'envoient les mineurs britanniques en grève à tous ceux qui les entendent trop facilement ne se comptent plus. Il s'en passe des choses ! Et les charognards, pressés de se partager la dépouille, en sont encore pour leur frais. L'ultimatum de Thatcher, via le National Coal Board (N.C.B.), a nourri quelque peu précipitamment — mais est-ce involontaire ? — les espoirs que certains portaient à l'égard d'une reddition humiliante des grévistes. Il s'agissait, en effet, d'obliger le comité exécutif du syndicat à admettre le principe de non rentabilité des puits comme motif à fermeture. L'acceptation « tacite » par le N.U.M. de cette base de discussion ne l'était pas tant que ça. Chapitre final d'une grève de 11 mois ? Pas du tout !

Nous y reviendrons, mais il ne faut pas faire abstraction de la pression qui pèse sur les épaules du syndicat à ce moment-là. D'autant plus que, parallèlement, Pat Lowry (président de l'organisme de conciliation et d'arbitrage, l'A.C.A.S.) multipliait les contacts avec le N.C.B. et Scargill. Dans l'optique de paver le chemin de nouvelles négociations. Norman Willis, secrétaire général du Trade Union Congress (T.U.C.) ne restait pas, lui non plus, inactif. Les conditions mises en avant par le N.C.B. étaient inacceptables puisque le round de négociation, conduit par Merick Spanton (et non plus Ned Smith !), a accouché d'un mulot. Comme l'a rappelé Mc Gahey, vice-président du N.U.M., le syndicat ne prendra aucun engagement avant d'entrer en négociations. Retour donc à la case départ. Mc Gregor, durcissant le ton, donna même des promesses fermes aux mineurs travaillant qu'il ne réambacherait pas les grévistes mis à la porte pour actions répréhensibles. Précisant, qu'il faudrait lui passer sur le corps pour que le contraire se produise. Tout ceci pour signifier que le N.C.B. n'était pas vraiment pressé de conclure et d'aboutir à un règlement négocié. Tac-

tique du laisser-venir justifiée par lui, par les reprises, sensibles, du travail.

Mardi 29 janvier, tout le monde est demeuré sur ses positions. M. Eaton, porte-parole du N.C.B., répéta à nouveau : « Nous devons avoir l'autorité, nous devons avoir l'agrément du N.U.M. que les puits puissent et seront fermés (pour raisons économiques) comme ils l'ont été dans le passé ». Sid Vincent, secrétaire général des mineurs du Lancashire, confirma qu'il ne fut pas nécessaire pour le comité exécutif de voter sur la question des puits non rentables. « Nous restons fermes. La balle est dans le camp du N.C.B. ». On en est là ! En tout état de cause, un déblocage significatif n'est pas envisageable à court terme.

En dernière analyse, il nous suffit de retranscrire les propos de Scargill, insistant sur le fait que le comité exécutif n'est pas prêt à mendier et ramper pour l'obtention de nouvelles négociations. Les dernières propositions du N.U.M., par lettres adressées au N.C.B., sont les suivantes : discussions bilatérales et réexamen du Plan charbon, accord sur les cinq puits

La volonté (feinte ?) qui anime Willis ne cache pas le gouffre qui sépare les deux parties. Scargill, d'ailleurs, s'étonne de l'activité du secrétaire général du T.U.C., s'époumonant à baliser le terrain afin de favoriser la mise en place de nouvelles négociations. Cet état de fait force donc les observateurs-sujets de cette lutte à s'emparer de n'importe quels événements, même insignifiants, qui pourraient, après analyse, sembler débloquer la situation. Qu'il s'agisse du point mis à l'ordre du jour du comité exécutif (le 7 février 1985) par la région des Galles du Sud (8 mineurs sur 10 en grève) ou de l'entente ponctuelle avec le National Association of Colliery Overmen Deputies and Shotfriers (N.A.C.O.D.S., syndicat des contremaîtres).

Kim Owells, porte-parole des Galles du Sud, se fit l'écho de sa base, en envisageant l'arrêt total et imminent du conflit. Reprise du travail, par conséquent, sans signer d'accord, et poursuite de la lutte puits par puits. Les raisons motivant cette position tiennent autant à la lassitude des grévistes, à

LA DAME DE FER A-T-ELLE DU PLOMB DANS L'AILE ?

menacés de fermeture immédiate (Bulcliffe Wood, Cortonwood, Polmaise, Snowdown, Herrington), amnistie pour les mineurs licenciés pendant la grève, retrait des propositions du N.C.B. (en date du 6 mars 1984) prévoyant la réduction de la production de quatre millions de tonnes, retrait également des menaces de fermetures de 20 puits (induisant 20 000 licenciements).

la perception très nette du blocage sur les conditions préalables de négociation, qu'au fait de ne pas sortir de cette lutte vaincus, la tête basse. Une retraite stratégique en quelque sorte. Cette option fut écartée, pour le moment, sans que cela puisse nuire à l'unité d'action, les Galles du Sud ayant assuré la direction syndicale de son loyalisme.

Le N.A.C.O.D.S. et le N.U.M., dans une déclaration commune rappellent à l'ordre le « Board », « afin de reprendre immédiatement des négociations complètes sans pré-conditions ». L'attitude présente du N.A.C.O.D.S. et de son secrétaire peut étonner. Le syndicat des contremaîtres s'est peu engagé au côté des mineurs, il a signé le 26 octobre 1984, avec le N.C.B., un protocole d'accord qui isolait encore davantage les grévistes. Mais si, comme on peut l'espérer, ce syndicat (16 000 membres) s'implique plus, la grève serait relancée.

La scission ? Beaucoup de bruit pour rien !

La scission, quant à elle, n'attire plus l'attention. L'assemblée extraordinaire du N.U.M. prévue pour le 30 janvier, et qui aurait pris en dernier lieu toute décision visant à l'expulsion, fut reportée du fait des négociations de la veille.

Dans une interview donnée à un canard local, Henry Richardson, secrétaire général du N.U.M. suspendu, se laisse aller à raconter des choses qui montrent bien les saloperies

Editorial

QUAND vous lirez cet éditorial, il se peut que le conflit opposant les mineurs britanniques et la Compagnie des charbonnages ait évolué vers une issue définitive. Onze mois de grève, des morts, des arrestations, une situation catastrophique pour toutes ces familles, dont certaines ont tout vendu pour subsister. Onze mois de défilé et d'espoir. Mais Thatcher n'a pas reculé face à des cadavres irlandais ; ce n'est pas quelques travailleurs « irresponsables » de sa Gracieuse Majesté qui la feront revenir sur ses décisions. Ce qu'elle veut maintenant, après la souffrance, c'est l'humiliation.

La souffrance, les mineurs britanniques la connaissent. L'humiliation, ça sera plus dur ! Même si les mineurs et leur syndicat envisagent difficilement une issue favorable, on peut penser qu'ils feront tout pour éviter de perdre la face en négociant la fin du conflit sur les bases des Charbonnages. Retourner aux puits, les dents et les poings serrés, mais la tête haute : une perspective vraisemblable, tant chaque heure de grève est longue et que le nombre de retours à la mine (même gonflés par le gouvernement) s'agrandit de jour en jour.

Arrêter la grève maintenant, sans négociations, est à l'heure actuelle une possibilité entrevue par les sections du syndicat les plus combattives. Mais onze mois de grève et de sacrifices pour des résultats sans commune mesure avec les efforts mis en jeu ? Les anarchistes, qui soutiennent au maximum de leurs possibilités les grévistes, savent qu'un échec imposé aura des répercussions dans tout le mouvement ouvrier international.

le nouveau syndicat comme nous avons combattu Spencer dans les années vingt » (1). Richardson est confiant, et il a raison. Les possibilités d'existence, d'activité de ce nouveau syndicat sont précaires.

En revanche, les conséquences de cette grève de 11 mois sur l'économie britannique sont bien réelles. Les milieux d'affaires commencent à se faire de la bile. Le livre sterling se casse la gueule et le taux d'intérêt de base a été relevé. Depuis le début de la grève, la livre a perdu en valeur 20% par rapport au dollar américain et 13% par rapport aux autres devises. Les répercussions sont celles que tout le monde attend, à savoir : la grogne, l'inquiétude, au sein même du parti conservateur. Thatcher se voit contester son intransigeance, d'autant plus que sa politique de maîtrise du taux d'inflation va en prendre un sacré coup avec la hausse des taux d'intérêts. L'idée que la victoire ne lui est pas absolument acquise fait son chemin. N'en déplaît à beaucoup, la grande majorité des mineurs demeure en grève, tient le coup et est bien décidée à crever la bête !

Hervé

(1) Les options « modérés » du Notts N.U.M. tiennent essentiellement à l'influence, qui perdure, de Spencer, ancien dirigeant syndical droitiste et réformiste dans ses moments de colère !

COMMUNIQUÉ

LA Fédération anarchiste et la C.N.T.-A.I.T. organisent le jeudi 14 février, à 20 h, un meeting de soutien aux mineurs britanniques. Andrew Gascoigne, Hellis Hackett et une militante de la section britannique de l'A.I.T. interviendront lors de ce meeting, qui aura lieu dans la salle Martin-Luther King, 32, rue Olivier-Noyer, Paris 14^e.

Une exposition photographique sera présentée à la librairie du Monde libertaire : un film vidéo sur les différents aspects de la grève sera projeté au Trou noir, 34, rue Nationale, Paris 13^e. De plus, une journée sera spécialement consacrée à ce conflit sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) le jeudi 14 février.

F.A., C.N.T.-A.I.T.

SOUTTIEN
AUX MINEURS
BRITANNIQUES

MEETING

SALLE M. LUTHER KING - JEUDI 14 FEVRIER - 20 H
32, RUE OLIVIER-NOYER 75014 PARIS 14^e PERNETY OU ALESIA

avec la participation de Andrew Gascoigne, Hellis Hackett (mineurs)
et d'une représentante de la section britannique de l'A.I.T.

JOURNEE

- Journée d'information sur les mineurs en grève,
de 10 h 30 à 12 h sur Radio Libertaire 89.4 MHz.
- Spectacle vidéo sur "Toujours"
de 15 h 30 à 18 h
34, rue Nationale, Paris 13^e arr.
- Exposition photographique
de 18 h 30 à 20 h
au 145, rue Arago Paris 13^e arr
Librairie du monde libertaire



FEDERATION ANARCHISTE / CNT-AIT

en bref...en bref...

* Claude Boyer, militant antinucléaire et irréductible autoréducteur E.D.F. passera une fois de plus en procès, à la 13^e chambre de la cour d'appel, 36, quai des Orfèvres (métro Cité), le mercredi 13 février, à 13 h 30. Il est indispensable de venir nombreux le soutenir à cette occasion. Qu'on se le dise !

* A l'initiative de la Fédération anarchiste, des éditions Avis de Recherche, C.P.C.A., l'Entraide, le Vent du ch'min, l'Union pacifiste de France, S.O.C. un comité de soutien pour Thierry Maricourt s'est créé. Du matériel de propagande (tract, affiche) est édité. Pour tout contact : Comité de soutien à Thierry Maricourt, 145, rue Amelot, 75011 Paris (cf. article page 5).

* Un an après la répression sur les squats associatifs, le mercredi 13 février 1985, à 13 h 30, à la 14^e chambre correctionnelle, tribunal de Paris, se tiendra la 2^e édition du procès de la rue des Dunes, procès qui avait déjà eu lieu le 20 juin 1984, et où la justice avait égaré le dossier, d'où report « sine die ». Trois personnes sont inculpées (C. Ammouche, F. Joyeux, T. Cambois). Venez nombreux pour les soutenir.

PRESSE

LE RACHAT DU « MATIN »

ES derniers temps, ça remue dans le monde de la presse quotidienne, et particulièrement à Paris. *Le Monde* en difficultés financières face aux employés et aux ouvriers du Livre, le quotidien financier *Les Echos* racheté par Robert Hersant, il ne manquait que le troisième volet : *Le Matin* change de patron.

En toile de fond, il y a deux choses : l'une technique et l'autre politique. Sur le plan technique, l'évolution du processus de fabrication d'un quotidien comme aux Etats-Unis tente diablement tous les patrons de presse. Avec la « fée informatique », on peut se passer des ouvriers du livre, les journalistes assurant la fappe des articles directement sur un système informatique. Celui qui voulait en être le pionnier

en région parisienne, n'est autre que July, le sémillant directeur de *Libération*. Le poisson pilote du patronat a heureusement vu se dresser sur son chemin une opposition syndicale ferme. Perdriel, l'ancien directeur du *Matin*, avait lui aussi tenté de faire signer un accord dans ce sens, mais ce rêve patronal « made in U.S.A. » ne semble pas crédible dans un très proche avenir.

Néanmoins au sein de la presse parisienne, chaque directeur d'entreprise a l'œil déjà fixé sur chaque brèche qui pourrait s'ouvrir dans l'« empire » déjà fortement fissuré des ouvriers du livre.

L'autre aspect est la perspective proche de 1986 et des élections parlementaires, ceci ricochant sur 1988 et la réélection présidentielle. Chacun veut pos-

séder une caisse de résonance et ceci dans les meilleures conditions politiques et financières.

Le Matin n'a jamais été, question rentabilité, au top niveau de la presse française. Investissements, maquette... on peut dire que techniquement, il y manquait beaucoup de choses ! Politiquement aussi, aux yeux de l'Elysée ! Car, bien que taxé de « journal de gauche », l'influence de Michel Rocard ne plaisait pas à F. Mitterrand. Ce qui se traduisait par l'absence d'aide de l'Etat, alors que *Libération* bénéficiait de nombreux avantages fiscaux et économiques.

Le poulain de l'Elysée, Max Theret, maintenant directeur du *Matin* n'en est pas à son coup d'essai. Déjà, il avait engagé, au nom de la nébuleuse socialiste, des négociations avec

Hersant pour le rachat de *France-Soir*. L'opération ayant échoué, on se rabat maintenant sur le *Matin*. Faut de grives...

Ancien P.D.G. de la F.N.A.C., Max Theret succède donc à Claude Perdriel, qui avait fondé le quotidien en 1977. *Le Matin* va-t-il devenir un brûlot aux ordres de l'Elysée ? Il est un peu tôt pour répondre. Une seule chose est sûre, le personnel de l'atelier de photocomposition (déjà au niveau plancher) n'est pas rassuré pour son avenir. Surtout que Max Theret n'a pas racheté l'entreprise d'impression où était roulé *Le Matin*. Des rumeurs persistantes avancent que Hersant voudrait ajouter ces rotatives à sa collection... Partage des tâches dans le plus pur style politicien ? Qui sait ?

Geronimo

U.A.P. CA CONTINUE

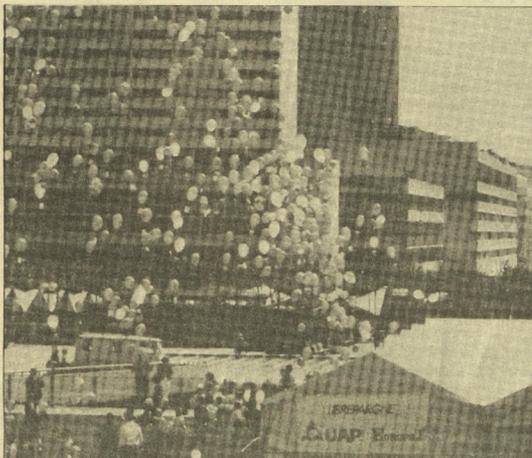
LE 22 janvier, près de 3 000 personnes (1) de l'U.A.P. (Paris et province, personnel administratif et extérieur) ont défilé de Trinité à Palais-Royal, où une délégation syndicale devait être reçue par le chef de cabinet de M. Bérégovoy. Cette manifestation était organisée — pour la première fois depuis bien longtemps à l'U.A.P. — par les cinq organisations existant dans l'entreprise : C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. ; la C.F.T.C. ayant appelé également, bien que séparément. Il était important de montrer que la totalité du personnel entend s'opposer au projet de restructurations et de filialisations, mis en place par la direction générale de l'U.A.P.

En effet, depuis près de trois mois, seul le département des assurances collectives (environ 800 personnes) s'est mobilisé de manière constante, avec un taux de participation aux différentes actions ou aux débrayages variant entre 60 et 90% ; ce qui a permis à la direction générale de faire passer — tant vis à vis de l'extérieur, qu'à l'intérieur de l'U.A.P. — que cette mobilisation n'avait d'autre but que de s'opposer à un simple « déménagement ». Rappelons, que les conséquences immédiates du plan de restructuration impliquent le transfert des 800 personnes des assurances collectives siégeant à Paris vers la Défense. La thèse de la direction a d'ailleurs été largement soutenue par l'article crapuleux du *Matin* du 23 janvier 1985, qui n'a bien voulu voir dans cette manifestation nationale qu'un simple « refus de changement de quelques kilomètres de leur lieu de travail des salariés » (1) (2).

A la suite de cette action, plusieurs intersyndicales se sont tenues, tant au niveau de chaque établissement qu'au niveau national, afin d'envisager la manière de continuer la lutte à l'U.A.P. ainsi que les diffé-

rentes formes d'action à mettre en place pour y arriver.

Dès le lendemain du 22 janvier, certaines craintes sont apparues quant à la continuité de l'unité syndicale. En effet, aucune intersyndicale n'a pu se tenir avant le... 29 janvier 1985 (les militants C.F.D.T. étant en stage de formation syndicale pendant trois jours !). Ces craintes se sont hélas confirmées



quand, après plusieurs intersyndicales « houleuses », les militants C.F.D.T. ont annoncé au cours de l'intersyndicale du 5 février 1985 qu'il n'était plus question pour la C.F.D.T. de participer à quelque action que ce soit, dans la mesure où toute action postérieure au 22 janvier 1985 et n'ayant pas la même ampleur risquerait d'être un échec (1). La réelle motivation de la C.F.D.T. n'a pas tardé à se faire connaître : Mme Chassagne (P.D.G. de l'U.A.P.), mise en place par le gouvernement socialiste aurait répondu à une lettre ouverte de la C.F.D.T. comportant environ 25 questions relatives aux restructurations mises en place... La C.F.D.T. a donc

opté pour la voie de la « concertation » plutôt que pour celle de la lutte avec le personnel (3).

Quoi qu'il en soit, et malgré cette défection dans l'unité syndicale, la lutte continue à l'U.A.P. En cas d'échec, le personnel saura rendre responsable les organisations syndicales qui, par des moyens détournés, auront choisi de ne pas participer à la lutte, seul

moyen de faire échec au projet de restructurations. A suivre...

Liliane

(1) Il faudrait ajouter à ce chiffre le personnel des délégations de province qui, n'ayant pu se rendre à la manifestation, ont débrayé ce jour-là dans leurs établissements respectifs.

(2) Il s'agirait dans ce cas d'une solidarité plus que remarquable puisque le personnel de province et les producteurs se seraient mobilisés uniquement parce que 800 personnes, sur Paris, verraient leur temps de transport allongé de 20 à 30 minutes.

Quant aux conséquences réelles du plan de restructuration, voir M.L. n° 558 et 559.

(3) Est-il utile de préciser que le syndicat C.F.D.T. des assurances (tout comme la Fédération des services) est un syndicat « bien dans la ligne » de la confédération C.F.D.T. d'Edmond Maire ?

P.T.T. DES TRAVAILLEURS SOUS CONTRÔLE

JUSQU'OU l'Etat ira-t-il dans le flicage des travailleurs des P.T.T. ? Voici quelques mois, Mexandeau, main dans la main avec le C.N.P.F. et le S.N.P.M.I. de sa ville d'élection, Caen, envoyait les C.R.S. « nettoyer » le centre de tri en grève. Dans la foulée, il pondait une note en direction de tous les agents. Son contenu : en cas d'« abus » (1) du droit de grève d'une heure (unique acquis des postiers depuis 1981), des sanctions disciplinaires seraient prises. Et le droit de grève « aménagé » ? Mexandeau n'a que l'embarras du choix ! L'arsenal répressif qu'utilisent à tour de bras, les chefs de centre et autres receveurs est en effet très au point.

Pour les travailleurs qui ouvrent un peu trop ou font preuve de « mauvaise volonté », il y a le « demi-choix ». Bon nombre de copains connaissent la chanson. Concrètement, pour eux, cela signifie un avancement égal à zéro, la suppression des primes et le blocage des mutations. A Paris, ce chantage aux mutations est des plus efficaces ! Si tu veux retourner rapidement dans ta province, écrases-toi !

Aux P.T.T., tout est prétexte à sanctions. Un subalterne quelconque peut « saquer » un jeune pour n'importe quoi : « look » punk, tenue vestimentaire non réglementaire... L'uniforme pourri que t'octroie gracieusement l'Etat est en effet obligatoire. Avec un certificat médical tu échapperas, peut-être, aux allergies qu'il donne à plein de préposés.

Un guichetier qui fait, par malheur, une erreur de caisse importante se voit tout de suite soupçonné par l'administration. Elle lui colle sur le dos un flic professionnel, inspecteur principal de son état, qui procède à une enquête et le surveille dans son travail. Elle épiluche son compte C.C.P. et crée parmi tout le personnel

une atmosphère de suspicion et de délation.

Alors, quand Fabius parle de lever l'anonymat des fonctionnaires pour favoriser le contact avec les usagers, je craque ! Voilà en vérité un projet visant à augmenter l'oppression dont nous, travailleurs des P.T.T., sommes victimes. Tous les jours, en effet, nous nous retrouvons en face de clients complètement réacs, de beaufs en puissance, qui ne ratent aucune occasion de nous cracher leur haine des fonctionnaires et de nous afficher leur mépris. Donnez leur notre nom et ils le balanceront illico à la direction : guichetier ou facteur « machin » incorrupt et incapable. Un rapport suivra.

Les technocrates qui pullulent dans les ministères peuvent bien essayer de nous coller un patronyme au revers de notre exploitation, leur connerie quant à elle restera toujours sans nom. A nous de les foutre dehors ! Aux P.T.T., comme ailleurs, gestion directe !

Hervé
Gr. Libertad



LENY ESCUDÉRO A CHELLES

Le rendez-vous était fixé à 20 h, le samedi 2 février, au Centre culturel de Chelles. Cinq cents personnes, impatientes, sont venues revoir ou découvrir Leny Escudéro ; apportant ainsi leur soutien au groupe organisateur. Soutien aussi bien financier, puisque le bénéfice de ce gala servira à assurer notre propagande (réunion ou projection-débat mensuelle, avec entrée libre) ; que moral, répondant ainsi aux volontés du Front national local de vouloir interdire toute expression libre (voir M.L. n° 557) ou tout simplement démocratique.

L'importance de ce public, attentif et chaleureux, surtout constitué d'habitants de la région, nous conforte dans notre volonté de propager les idées anarchistes. Et si, depuis plus de sept ans de présence du groupe Sacco-Vanzetti, ce gala est le premier d'une série que nous voulons longue, nous n'oublions pas que nous le devons essentiellement aux interdictions constantes de l'ancienne municipalité communiste. Les fascismes rouge et brun se rencontrent souvent pour museler la voix anarchiste !

Quoi qu'il en soit, le rideau s'est levé et une silhouette familière est apparue. Accompagné de ses trois musiciens, Leny a interprété durant plus d'une heure et demi une vingtaine de ses chansons. Chants

d'amour et de colère, ponctués par une voix chaude, qui fustigent l'injustice et la bêtise.

Trop tôt, le rideau s'est baissé ; nous laissant avec la satisfaction d'avoir passé un bon moment. Ce fut une soirée cordiale, peuplée de poésie, un antidote à la soupe disco-commerciale que nous entendons trop souvent (1).

Nous ne pouvons, à cette occasion, que remercier Leny

Escudéro et les camarades de la fédération qui nous ont aidé pour ce gala, et espérer un succès comparable l'année prochaine, si l'administration du Centre culturel accepte de bon gré et sans se faire tirer l'oreille, cette fois-ci, de renouveler l'expérience.

Groupe Sacco-Vanzetti

(1) Nous aurons l'occasion de revoir Leny Escudéro, fin mars, à Paris, au cours d'une série de spectacles.



LE PARCOURS DE L'INSOUMIS

APRÈS Patrick Aguiar, parce qu'il a choisi de dire ouvertement « Non » à l'ordre établi en s'insoumettant, Thierry Maricourt, militant libertaire, est incarcéré depuis le 6 février à la prison d'Amiens. Il a entamé une grève de la faim.

TOUT a commencé en février 1983, date de son incorporation. Thierry a décidé de refuser cette grotesque atteinte à la liberté que constitue le service national, qu'il soit militaire ou civil. Il s'est donc insoumis. Pour lui, agir ainsi face à l'armée, c'est affirmer un choix de vie, un refus de tout compromis avilissant. C'est aussi un choix politique, inscrit dans le combat anarchiste au quotidien, la volonté de construire une autre société.

Le 19 mars 1983, Thierry, qui veut assumer totalement son choix, se rend à la gendarmerie d'Amiens pour se constituer prisonnier. Les gendarmes lui donnent simplement une convocation pour les « trois jours ». Il est vrai que Thierry s'est pointé à la gendarmerie accompagné d'une cinquantaine de camarades, avec banderoles antimilitaristes et drapeaux noirs ! Donc, c'est le retour à la case départ.

C'est finalement le 21 avril 1983 que Thierry Maricourt se retrouve effectivement insoumis au service national. En effet, une convocation a été adressée à la mairie d'Amiens. Le 26 octobre 1983, Thierry comparait devant la 10^e chambre correctionnelle de Paris. Il est inculpé pour « insoumission

en temps de paix ». La salle étant bondée de copains, cette mobilisation permet à Thierry de lire un long réquisitoire contre l'armée et son supérieur hiérarchique : l'Etat.

« Insoumis en temps de paix, alors que la France est le troisième pays producteur d'armes dans le monde et que les soldats français sont au Tchad et au Liban ? », déclare-t-il. « Sommes-nous vraiment en temps de paix ? Je ne veux pas cautionner l'Etat français qui n'hésite pas à employer la répression lorsqu'il se sent menacé. Faire une année de service militaire ou deux années de service civil, au fond cela revient au même. De quel droit, de quel devoir rendre un service à l'Etat ? » Le procureur réclamait un an ferme. L'avocat, maître J.-J. de Felice, la relaxe... Le 16 novembre, le jugement est rendu : 6 mois ferme. Thierry fait appel. Le procureur aussi, à minima. Le 6 mars 1984, procès en appel. Thierry peut une fois encore s'exprimer devant les juges très attentifs.

« Je suis présent dans cette salle, j'assume donc la répression dont je pourrais faire l'objet. Et quelle que soit la peine à laquelle je serais condamné, je ne changerais pas mon compor-

tement. Je ne marcherais pas au pas, je n'endosserai jamais l'uniforme ! », dit-il. Le jugement est rendu le 17 avril 1984. Six mois ferme. Thierry avait cinq jours pour faire un pourvoi en cassation. Il laisse tomber et devient donc incarcérable à tout moment.

Refusant de subir son insoumission et voulant l'assumer totalement, il se rend le 6 février 1985. Aussitôt enfermé à la prison d'Amiens, il commence une grève de la faim. Un comité de soutien s'est formé à Paris, à l'initiative de la Fédération anarchiste, des éditions Avis de Recherche, du C.P.C.A., de l'Entraide, de l'Union pacifiste de France, du Vent du ch'min, du S.O.C. Pour tout contact : Comité de soutien à Thierry Maricourt, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : 805.34.08). Il est urgent d'écrire à Thierry Maricourt : matricule 1 061, maison d'arrêt d'Amiens, 85 avenue de la Défense-Passive, B.P. 3005, 80030 Amiens cedex ; et d'envoyer des lettres et télégrammes pour exiger sa libération immédiate à : ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris cedex 01 (tél. : 261.80.22), ministère de la Défense, direction des affaires juridiques, M. Cailleteau, 231, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris (tél. : 544.39.59).

Martine
Gr. Libertad

LES FASCISTES SUR LE MARCHÉ

JUSQU'à présent, le Front national demeurait groupuscule dans les quartiers populaires. Depuis quelques temps, l'extrême droite semble se réveiller... les militants du F.N. tentent de s'implanter dans des quartiers comme Belleville, Barbès, marché d'Aligre, etc. Forts de leurs succès électoraux, ils essayent d'« occuper » le terrain » sur les quartiers ouvriers.

Dans le XIX^e arrondissement, par exemple, depuis trois mois, des ventes militantes de *National hebdo* sont organisées de manière constante sur le marché de la place des Fêtes. C'est ainsi que diverses organisations politiques (L.C.R., P.C.M.L., L.O., gr. Pierre-Besnard de la F.A.) et associations (M.R.A.P., L.D.H., Mouvement de la paix, Solidarité Français-migrants, etc.) se sont concertées et ont décidé de faire bloc contre ces agissements.

Dimanche 27 janvier, une vingtaine de militants de ces organisations et associations étaient sur place avec leur presse respective. En face, une dizaine de membres du Front national installent leur table de vente. Peu de temps après, l'un d'eux commence à photographier les militants anti-fascistes. Les réactions ne se sont pas fait attendre : après quelques altercations et bousculades, l'appareil photo vole et atterrit sur le stand d'un fromager. Un attroupement se crée aussitôt parmi les habitués du marché, dénonçant les pratiques

du F.N. (« les mêmes que les nazis », etc.) (1).

Le dimanche suivant, près d'une centaine de militants anti-fascistes, auxquels s'étaient joints les jeunes des cités avoisinantes, se retrouvaient sur le marché de la place des Fêtes. Fait nouveau : le Front national, auparavant à l'intérieur du marché, se retrouve cette fois à l'extérieur ! Tout se passe sans incident jusqu'à la fin de la vente, vers 12 h, où les militants du F.N. mettent leurs brassards et s'équipent de barres. Les jeunes, ressentant cela comme une provocation, se préparent à riposter et une mini manifestation s'organise aussitôt (regroupant jeunes, associations et organisations politiques). Les C.R.S. présents aux environs du marché depuis le début interviennent et protègent de fait les membres du Front national, jusqu'à la dispersion de la manifestation.

Après la Marche pour l'égalité, Convergence 84, le véritable combat antifasciste doit se mener aussi et surtout dans la rue pour que l'extrême droite ne puisse pas continuer davantage son implantation. Affaire à suivre...

Roland
Gr. Pierre-Besnard

(1) Signalons à ce sujet que les militants fascistes ont échoué lamentablement en faisant appel à la démonstration (1), pour que les gens se prononcent sur l'opportunité de leur présence dans le marché.

LA CIBLE KNOBELPIESS

IMAGINEZ un homme emprisonné pour un hold-up et qui nie farouchement l'avoir commis. Imaginez que cet homme ait un alibi solide, un témoin affirmant qu'il était dans les locaux d'un journal parisien peu de temps avant ce hold-up et qu'il n'a matériellement pas pu se trouver une demi-heure après à Massy, pour attaquer un fourgon blindé transportant un milliard de centimes. Imaginez qu'un autre homme avoue avoir participé au hold-up et déclare ne pas connaître le premier, et ne l'avoir jamais vu. Imaginez que trois témoins de ce hold-up ne puissent reconnaître cet homme, et que trois autres (2 convoyeurs et un policier) le mettent en cause par des affirmations bourrées de contradictions.

Vous vous dites évidemment : cet homme est innocent et il doit être libéré. Et bien vous avez tort ! Parce que cet homme n'est pas n'importe quel taulard. Il s'appelle Roger Knobelpiess. C'est la bête noire des policiers et des politiciens de droite et d'extrême droite depuis qu'il a été gracié et remis en liberté après l'arrivée des sociaux au pouvoir... Pensez donc, la belle aubaine : le truand libéré par la gauche qui récidive tout de suite ! Voilà un exemple de choix du laxisme badintérien !

Et puis le témoin principal, n'est-ce pas le dessinateur Gébé ? Et le journal où Knobelpiess se trouvait, n'est-ce pas *Hara-Kiri* ? Pas sérieux, tout ça ! Pas de quoi ébranler l'intime conviction du juge d'instruction... D'ailleurs le témoignage de Gébé a été tout simplement « gommé » de l'instruction !

Knobelpiess, symbole de la lutte contre l'enfermement, exprimée dans ses livres *Q.H.S.* et *L'Acharnement*, est devenu l'enjeu, une fois encore, d'une bataille politique.

A l'heure où une cinquantaine de députés R.P.R. et U.D.F. réclament, après Le Pen, le rétablissement de la peine de mort, il est évident que les faits ne pèsent pas lourd dans la balance, face à la personnalité de Knobelpiess et ce qu'il représente. Ce n'est plus un accusé, c'est une cible !

Gil
Gr. Libertad

PARTI COMMUNISTE SOIXANTE-CINQ ANS APRÈS TOURS

Le Parti communiste français achève son vingt-cinquième congrès. Avant les assises, et quelque peu pendant, les débats du parti ont perdu la détermination et le sérieux qu'ils avaient au temps de la fermeté bolchevique... Les médias nous apprennent que des délégués ont applaudi Juquin ; plusieurs fédérations départementales ont repoussé la résolution générale. Le bureau politique avait même cru nécessaire de publier un communiqué dans lequel il s'indignait d'une campagne de « guerre psychologique », avec ce ton inimitable qui s'appartient à l'humour noir : Georges Marchais, pouvait-on lire, serait « victime d'une véritable chasse à l'homme ». L'inconscient du secrétaire général est peut-être hanté par les spectres de Thälmann ou de Dimitroff (1).

D'une liaison qui tourne mal

Il est vrai que la liaison du parti avec les masses pose problème. Directement ou par l'intermédiaire des organisations non politiques qu'il contrôle. L'influence électorale s'est réduite de moitié en dix ans, de plus de 20 pour cent à 10 pour cent ; la C.G.T. peut situer son influence à 35 pour cent de la classe ouvrière alors qu'elle pesait 55 pour cent en 1965. Les municipalités dites « démocratiques » voient leur nombre diminuer à chaque élection partielle.

Outre le bilan, il y a le cheminement. Reportons-nous dix ou douze ans en arrière, lorsque l'orientation élaborée en pleine période gaulliste commençait à porter ses fruits : le programme commun réunissait autour des partis qui l'avaient signé la majorité de ce qu'il est convenu d'appeler le peuple de gauche ; deux des grandes confédérations syndicales oubliant l'indépendance même formelle et se transformaient en agents recruteurs : dans les formations syndicales de la C.G.T. une séance était consacrée au sens et au contenu du programme commun. On délaissait même un peu ; celui qui écrit ces lignes a entendu un camarade de la C.G.T. s'interroger publiquement sur l'utilité du syndicat quand on aurait pris le pouvoir grâce au programme commun, certains vieux militants du parti étaient même un peu gênés...

En tout cas, on augmentait ses voix et ses adhérents, mais tout le monde ne progressait pas à la même vitesse.

On peut imaginer sans grande difficulté l'étonnement d'abord, puis l'inquiétude et enfin la colère de ceux qui, transposant en 1975 le schéma du Front populaire de 1936, s'aperçurent que les mêmes causes ne donnent pas toujours les mêmes effets : l'élan profitait surtout au Parti socialiste et dans des proportions telles qu'il allait bientôt rattraper et dépasser son allié. Pis encore, les tentatives de redressement — le rééquilibrage — qui alternèrent avec

les périodes d'unité de façade donnèrent une impression d'opportunisme peu convenable pour un parti révolutionnaire.

Battre la droite politique par le suffrage universel impliquait un parti Socialiste majoritaire dans la gauche : la machine construite par la direction du P.C.F. pour participer à la constitution du gouvernement devenait un piège, et les meilleurs sont ceux qu'on se fabrique soi-même !

De la gestion douloureuse d'un piège politique

Le P.C.F. — formation hégémonique — s'est donc trouvé dans la paradoxale situation de devoir rester minoritaire pour réaliser son objectif à moyen

terme. On eut même l'impression que parfois la direction du P.C.F. perdait les pédales, comme on dit vulgairement, notamment lors des affaires de drogue de Montigny et du bulldozer de Vitry.

De la contradiction et de ses conséquences

L'orientation était porteuse de contradictions telles que l'histoire récente du mouvement communiste français n'est que le récit d'une succession de reprises en main par la direction, beaucoup plus graves que dans la période précédente — celle des conflits avec les intellectuels — parce que ces rectifications touchent l'appareil permanent. Tout le monde a en-

jeunesse reconnaissent en nous un parti propre, qui parle vrai, qui ne dit pas un jour blanc, un jour noir, à la manière des politiciens, qui défend coûte que coûte les valeurs humanistes. Par exemple, sur l'immigration, nous avons déchiré notre identité... » Il ajoute : « Quelles sont les raisons profondes du "retard" pris par le parti pendant vingt ans ? Pourquoi et comment la direction s'est-elle trompée ? Qui décide qu'elle a raison aujourd'hui ? »

La lecture en creux de ces phrases montre qu'une lutte inexpiable est commencée. D'autant qu'après avoir affirmé que la direction du parti dit n'importe quoi, à la manière des politiciens, et qu'elle a sali le parti, Juquin appelle quasiment à la dissidence : « Combien de

responsables du P.C.F., comme une incantation. Ce congrès a fondé en France le parti léniniste dit de type nouveau ; il est constitutif également des liens, organiques ou officieux, qui existent entre le P.C.F. et le P.C.U.S.

Mais ni Lajoinie, ni Juquin, ni les autres n'abordent le problème de fond, oserons-nous dire, et ils ne le feront jamais.

Ferdinand Charbit, pour le cinquantième anniversaire du congrès de Tours, dans *La Révolution prolétarienne*, le rappelait tout crûment, lui qui en fut de la construction, pendant quelques années, de la section française de la III^e Internationale : « Cinquante ans sans révolution ! » Oui, le congrès de Tours et le parti qui en est issu devaient réaliser la révolution sociale, briser l'Etat par l'insurrection, socialiser les moyens de production, émanciper les travailleurs ; c'était là son but proclamé et la raison de son existence. Qu'en est-il soixante-cinq années après ?

Le congrès de Tours, dans l'enthousiasme des militants, a donné naissance à un révolutionnaire mort-né ; mort-né parce que la révolution gigantesque qui lui servait de modèle était en train de mourir, assassiné par les méthodes, les pratiques, dont le nouveau parti voulait s'inspirer.

Quelques mois après les assises d'octobre 1920, à Tours, se tenait le X^e congrès du parti communiste d'Union soviétique, en mars 1921, au cours duquel fut scellé définitivement le destin de la révolution. Les deux résolutions « Pour l'unité du parti » et « Contre la déviation syndicaliste et anarchiste » furent adoptées. La première interdisait le droit de tendance dans le parti ; plus de débats ou de thèses contradictoires ; la seconde condamnait la proposition de l'opposition ouvrière de gestion syndicale de l'économie, « si les syndicats, formés majoritairement de travailleurs sans parti, gèrent l'économie, à quoi sert le parti ? », répondit Lénine. La nouvelle classe, la nomenklatura, et Staline se prolaient derrière ces résolutions.

Dans le même temps, et comme illustration prophétique de ce qui allait être la situation des travailleurs dans les pays se prétendant socialistes, se déclençait l'insurrection de Cronstadt. « Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis », « Le pouvoir des soviets libérera les travailleurs du joug des communistes » étaient ses mots d'ordre.

On connaît la suite et, comme le souligne Boris Souvarine, « par une sinistre ironie de l'histoire, la Commune de Cronstadt périt le 18 mars 1921, cinquantième anniversaire de la Commune de Paris ».

Quelques mois après sa naissance, le P.C.F. n'était déjà plus un espoir d'émancipation ; il ne pouvait l'être parce que ceux qui décidaient vraiment,



MM. Marchais et Jospin : « Je t'aime, moi non plus... »

terme ; regagner le terrain perdu signifiait ne pas pouvoir concrétiser ce pourquoi on se battait explicitement depuis près d'une décennie et sur quoi avaient été recrutés nombre de militants et d'adhérents.

En outre, candidate au pouvoir d'Etat avec une chance de réussite, la direction du parti fut interrogée et souvent mise en demeure de s'expliquer sur les événements courants.

On put ainsi assister à toute une série de « couac ! » et de revirements. Citons pour mémoire, et sans être exhaustif, l'abandon du concept de dictature du prolétariat, lors d'une interview du secrétaire général, sans que rien ne transpire auparavant et au mépris de l'opinion du père fondateur (2) ; l'acceptation de la force de frappe nucléaire et de la constitution de la V^e République. Rappelons-nous aussi la déclaration sur le temps des révolutions de Georges Marchais télévisée de Moscou, en contradiction avec les affirmations d'indépendance exposant que la politique du P.C.F. se décidait à Paris ; n'oublions pas enfin le soutien à l'invasion soviétique en Afghanistan et au coup d'Etat en Polo-

core en mémoire l'affaire Fizbin, ou l'exclusion de fait des collectifs féminins de la C.G.T. et de l'équipe rédactionnelle d'*Antoinette*, fracture qui alla jusqu'au bureau confédéral dont quatre membres passeront à la trappe.

Peut-être existe-t-il un intérêt spécifique à la couche sociale des membres des appareils politiques et syndicaux, une sorte de corporatisme des permanents ? Les coups de barre et autres virages ne seraient donc supportés que dans la mesure où ils n'écornent pas trop l'influence et la possibilité matérielle, bien loin des intérêts historiques de la classe ouvrière, de faire les paies des permanents.

Le « P.C.F. gesticulant avec courage à la marge », disait Pierre Juquin, permettrait-il la sauvegarde des intérêts corporatifs de l'appareil ? En tout cas, les petits-enfants hexagonaux des révolutionnaires professionnels de Lénine, devenus professionnels tout court, commencent à rouspéter sérieusement.

Les phrases suivantes du même Juquin montrent l'exaspération qui habite certains communistes : « Il est nécessaire, écrit-il, que le peuple de France, la

camarades sont inquiets... Qu'ils sachent bien : nous sommes des dizaines de milliers... à nous poser les mêmes questions vitales... A chacun, chacune de nous de s'engager et de livrer, au vingt-cinquième congrès et après (3) le combat juste et nécessaire pour que la France ait un parti communiste vivant. »

L'attaque était d'envergure et elle supposait une riposte de même nature. C'est Lajoinie qui la pondit en faisant donner les gros bataillons de l'argumentaire marxiste léniniste : le recul idéologique devant l'offensive du capital ; les pays qu'il appelle socialistes pour lesquels « les organismes internationaux les moins enclins à la sympathie envers eux notent au contraire des progrès notables » ; le rappel du centralisme démocratique et, enfin, l'accusation que Pierre Juquin jette par-dessus bord l'acquis historique découlant du congrès de Tours.

De Tours et de Cronstadt

La référence au congrès de Tours ne doit pas être comprise, lorsqu'elle est écrite par





Lénine, Trotsky et consorts, s'étaient trompés. Il est des erreurs qui pèsent lourd et longtemps.

Et maintenant ?

Beaucoup de nos compagnons pourraient penser que les déchirures du P.C.F. ne nous intéressent que très modérément. C'est pourtant mettre au four ce qui a été pour les travailleurs français une des conséquences les plus graves du stalinisme, une de celles qui durent.

S'appuyant sur ce qui paraissait être la construction du socialisme en Union soviétique, le P.C.F., ses méthodes, son idéo-

logie, a poussé très loin ses racines dans le mouvement ouvrier. Il l'a transformé, mais lui-même s'en est trouvé modifié. Pendant longtemps, plus d'une génération, ceux qui se battaient pour la justice sociale et les droits des travailleurs sont entrés dans leur plus grand nombre dans les formations communistes.

La situation paradoxale du solide militant ouvrier, membre du parti, dévoué, prêt à la bagarre contre « les tauliers » a été souvent l'image de la désespérance des libertaires. Lequel d'entre nous n'a pas connu au moins un militant ouvrier communiste de qui nous pensions que vivant en 1930 en Espagne il eût été un de nos camarades de la C.N.T.

Depuis quelques années maintenant, et peut-être plus encore

demain, le malentendu entre l'appareil du P.C.F. et les travailleurs s'estompe. On a longtemps dit que la place occupée par le mouvement stalinien bloquait la situation sociale, empêchant autant le développement d'une orientation ouvertement réformiste que la naissance d'un mouvement révolutionnaire. Peut-être sommes-nous en train de vivre les événements qui feront sauter ce verrou ?

Il apparaît que ceux qui forment le noyau dur du P.C.F. n'ont pas tiré les leçons des dernières années. Une des manifestations récentes de la C.G.T. pour protester contre le meurtre d'un de ses adhérents par un patron en a donné la claire démonstration : la préoccupation principale du service d'ordre a été d'expulser du cortège le groupe de militants de la Fédération anarchiste. Cette piètre victoire sur quelques dizaines de mètres du pavé de Paris, montre la myopie politique sectaire qui est celle des éléments durs : un homme est tué parce qu'il faisait du syndicalisme et le service d'ordre charge une partie de ceux qui s'élevaient contre cet assassinat ! Ils sont l'incarnation de ce qu'Alain Chenu, secrétaire adjoint de la Fédération des officiers de marine C.G.T., qui fut membre du parti, voulait dire en substance à ses anciens camarades du 41^e congrès confédéral : « Les travailleurs ont peur du socialisme parce qu'ils ont peur de vous ! »



MM. Marchais et Fiterman : « Juquin, quel Juquin ? »

Tout laisse à penser que la rétraction du P.C.F. va continuer, avec comme prochaine étape la mise au pas des « rénovateurs ». Le vide laissé dans la classe ouvrière sera comblé ; c'est une sorte de défi que l'histoire lance de nouveau au mouvement libertaire, à tout le mouvement. Faisons en sorte, camarades, de savoir lui répondre.

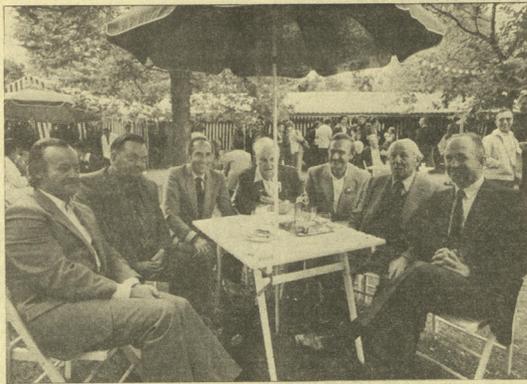
J. Toublert

(1) Thälmann, secrétaire du Parti communiste allemand ; pris par les nazis, il fut tué quelques semaines avant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dimitrov, communiste bulgare, arrêté par les nazis en mars 1933 et relâché en décembre de la même année après un procès retentissant où il mit Goering en difficulté.

(2) « La lutte de classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat. », lettre de Marx à Weidemyer (1852).

(3) C'est nous qui soulignons.



Les anciens et les « modernes ». Anciens ministres communistes de 1947 et 1984.

social

Le syndicalisme de masse et de classe s'affirme comme la seule issue à la crise actuelle du syndicalisme. Renouer avec cette pratique doit être la recherche de tous les militants qui croient l'organisation syndicale en capacité d'être un outil de transformation sociale, au delà de la réalisation des revendications immédiates des travailleurs.

L'U.R.P.-C.F.D.T. ROMPT AVEC « BELLEVILLE »

Il semble qu'à la lueur des débats qui animèrent le congrès de la région parisienne C.F.D.T. (1), bon nombre de militants commencent à retrouver cette idée force du syndicalisme. Seul un représentant des syndicats E.D.F. monta à la tribune pour affirmer que « le syndicalisme de masse et de classe n'est pas le langage le plus adapté en période de crise ». En effet, la majorité des congressistes refusèrent l'adaptation du syndicalisme aux couleurs de Belleville (2), prônée avec vigueur par l'union départementale de Paris : ils se rappelaient sans doute ce que certains répondirent au rapport du conseil national confédéral d'avril 84 (3), que s'il faut changer le syndicalisme, c'est « pour changer le monde » et non uniquement parce que le monde change.

Les résolutions sur la stratégie et l'action revendicatrice (5), bien que ne revêtant guère un caractère résolument offensif — surtout dans la période actuelle de mutations, restructurations et licenciements — permirent cependant, autour des amendements portés au débat, des interventions de qualité. La globalisation de l'action est apparue comme une néces-

sité afin que les luttes ne s'épuisent pas à un niveau local, nécessité d'autant que l'organisation régionale a fait défaut depuis plusieurs années : les leçons tirées du conflit Talbot n'ont pu servir dans celui de Citroën, la région n'ayant pas assuré le relais. Un amendement sur la construction collective de « projets alternatifs » fut largement approuvé : le syndicalisme de propositions et de transformation sociale existerait-il encore ?

En revanche, les syndicats rejetèrent toute idée d'une organisation prestataire de service ou d'un bureau d'études pondant des revendications loin de celles élaborées avec les travailleurs, ou encore d'un syndicalisme de délégation qui enfermerait les militants dans les instances de représentation et commissions et ne leur laisserait plus l'énergie nécessaire à la construction du rapport de force dans l'entreprise face au patronat.

Le syndicalisme centraliste fut maintes fois dénoncé, en particulier l'antidémocratie de la confédération dans l'utilisation massive des médias au lieu de favoriser le débat dans l'organisation,

et celui de certaines structures (6) qui pratiquent le blocage systématique des mandats.

La campagne sur la réduction du temps de travail reste au cœur des préoccupations des diverses sensibilités ; aussi, fut évoqué largement le problème de l'emploi lié au développement d'une certaine forme de flexibilité : emplois partiels, proposés et occupés essentiellement par les femmes ; emplois précaires ; flexibilité qui marginalise une part de plus en plus grande des salariés et qui n'apporte aucune solution dans la montée du chômage.

Le congrès, « étape dans la sortie de la crise » (7), s'il a pu clarifier l'état des forces en présence (les pro-confédéraux se situant à 30%) n'a pu élaborer des propositions quant à la prise en compte des couches de travailleurs non syndiqués (femmes, immigrés, jeunes, chômeurs...). Reste posé le problème de l'unité d'action : la C.G.T. devrait-elle être privilégiée et jusqu'où les fédétistes peuvent-ils s'engager avec cette centrale ? De même, il reste à régler les rapports entre les permanents régionaux assumant des tâches « politico-techniques », tant

au niveau régional qu'au niveau confédéral (mis en place par l'ancienne équipe secrétariale), et les nouveaux secrétaires élus au congrès ; ceux-ci ne pouvant s'assurer du soutien du comité régional (l'organe décisionnel inter congrès).

La région parisienne interprofessionnelle fédétiste a fait un pas de côté par rapport à la ligne confédérale, d'une part dans le choix de l'équipe mais aussi dans la stratégie syndicale. Comment, à la veille du congrès confédéral en juin, la « direction » C.F.D.T. va-t-elle réagir, d'autant qu'elle perd par là-même sa caisse de résonance ?

Hélène Gr. Pierre-Besnard

(1) 29-30-31 janvier 1985 à Evry (Essonne).
 (2) Siège de la C.F.D.T.
 (3) A propos de l'adaptation du syndicalisme.
 (4) Thème abordé au congrès de l'union départementale du Val-de-Marne.
 (5) Se reporter au « Monde libertaire » n° 561 pour ce qui concerne les enjeux de la réforme statutaire et de l'équipe régionale.
 (6) Unions départementales de Paris et des Hauts-de-Seine, Syndicat régional de la Chimie (S.T.I.C.).
 (7) Déclaration de la secrétaire nouvellement élue, faisant référence à la crise qui a bouleversé la région ces derniers mois.

NOUVELLE-CALÉDONIE CE QU'EN PENSE MADAME DECLERCQ

Il y a trois ans, Pierre Declercq était assassiné. Il était secrétaire général de l'Union calédonienne (organisation à l'origine du F.L.N.K.S.). Récemment, c'était au tour de son successeur, Eloi Machoro... Assassinés tous deux par des gens qui, faute d'avoir compris quoi que ce soit à la situation, s'imaginent qu'il suffit d'un ou de deux crimes pour réduire la résistance et la détermination d'un peuple.

Pour comprendre justement l'ampleur du mouvement, la forme de socialisme revendiqué, nous avons rencontré Mme Declercq, veuve du leader indépendantiste, qui vit depuis 12 ans en Nouvelle-Calédonie, et aujourd'hui de passage en France. Elle nous raconte le colonialisme et nous parle du quotidien kanak (1).

— « Le Monde libertaire » : Voici donc la Nouvelle-Calédonie sous les feux de l'actualité. Croyez-vous l'indépendance kanak possible désormais ?

— Mme Declercq : On entend souvent dire que les Kanaks ne sont pas capables de prendre leurs affaires en main, qu'il faut que la France reste. C'est une réaction raciste en somme, puisque l'on pense que ce n'est pas encore un peuple adulte. Mais il est temps de parler de ce problème en France. Il faut que les gens sachent qu'un peuple a été massacré, parqué dans des réserves et, qu'aujourd'hui encore, il subit la colonisation.

— « M.L. » : Effectivement, nous assistons à deux phénomènes parallèles : d'une part, les revendications du peuple kanak, et d'autre part, la répression que ce peuple subit. Brièvement, comment en est-on arrivé à ce processus de marginalisation économique et culturelle depuis plus de 150 ans ?

— Mme D. : La revendication d'indépendance est posée depuis dix ans. Auparavant, et à partir de 1951 — date à laquelle les Kanaks ont fondé leur premier mouvement politique —, il s'agissait d'une revendication d'autonomie. Les causes de cette revendication sont cependant beaucoup plus lointaines.

Assez rapidement, depuis la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie en 1853, la France a voulu en faire une colonie de peuplement. L'armée a donc pris des terres sur lesquelles vivaient 150 000 Kanaks. On y a installé du bétail qui a détruit les cultures de ce peuple d'agriculteurs, et ceux-ci ont dû se replier dans les montagnes. En 1878 et 1917, des révoltes ont éclaté, qui ont été réprimées dans le sang. La population est passée à 20 000 Kanaks en 1917 !

— « M.L. » : On peut aisément rapprocher ce processus de celui qui a eu lieu aux Etats-Unis avec la marginalisation des Indiens ?

— Mme D. : Oui ! Les gens ont également été déplacés. La première revendication des Kanaks a donc été de retrouver leur terre, autant sur le plan économique que culturel.

Mais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le système de réserves, installé au départ comme une sanction, a permis la renaissance de ce peuple : en 1917, les femmes se faisaient avorter et la population était menacé de disparition. Ce regroupement a permis la survivance d'un certain mode de vie et de la langue.

— « M.L. » : L'une des autres explications de l'influence du F.L.N.K.S. est d'être socialiste.

Cela remonte-t-il à la société traditionnelle ? On a dit que la société kanak ne connaissait pas la propriété, avec un système de chefferie assez peu autoritaire. Cette société serait également une société de communications.

— Mme D. : Il est difficile pour moi de répondre parce que je ne suis pas Kanak. Le socialisme est à créer. Il n'est pas question de copier ce qui se fait ailleurs. Il est certain qu'il reposera sur les fondements de la société traditionnelle. En effet, il n'y a pas de propriété privée. La terre appartient à des clans et elle est mise à la disposition de ceux qui veulent la travailler. Les Européens pourraient très bien continuer à cultiver la terre dans ce système. Nous mêmes avons demandé et obtenu gratuitement un petit lot de terre, qui ne nous appartient pas, pour le cultiver.

— « M.L. » : Les informations nous ont montré un certain nombre de Caldoches défilant en voiture avec des drapeaux français, mais aussi des Kanaks déclarant qu'ils voulaient rester Français. Pensez-vous qu'une réconciliation soit possible sur l'île ?

— M. D. : Je ne suis pas sûre que ce soit des Caldoches qui aient défilé en voiture. Il est possible que ce soient des gens qui sont là depuis peu de temps : des pieds-noirs ou des métropolitains. Ils n'étaient pas très nombreux. Les Calédoniens, actuellement, sont obligés de réfléchir car ils n'ont pas d'autres pays où aller et ils savent que s'ils veulent rester en Calédonie, la seule solution est de s'entendre avec les Kanaks.

Jusqu'ici, ils ont cohabité sans qu'il y ait vraiment de liens, même si les Caldoches déclarent connaître les Kanaks parce que ceux-ci travaillent sur leurs exploitations. Mais connaissent-ils vraiment leur mode de vie, leur langue ? C'est cette absence de relations réelles entre les deux communautés qui fait qu'il y a des affrontements, et ces affrontements sont accentués par la présence de pieds-noirs qui font monter la tension.

— « M.L. » : Ceux qui sont donc venus en Calédonie après la décolonisation de l'Algérie ou de l'Indochine et qui veulent maintenir le statut colonial qu'ils ont connu ?

— Mme D. : Oui, il « se sont fait avoir » une fois et ne veulent pas l'être encore...

— « M.L. » : Ces gens sont proches de l'extrême droite ?

— Mme D. : Oui, aux européennes, le Front national a fait un bon score.

— « M.L. » : Mais justement, certains Français comprennent

mal la modération dont fait preuve Jean-Marie Djibaou qui accepte la négociation maintenant comme avant, avant la mort d'Eloi Machoro, par exemple. Quelle est votre position à cet égard ? Faut-il toujours discuter ou fallait-il durcir le mouvement ? Fallait-il, par exemple, exiger la mise en place d'une commission d'enquête sur la mort de Machoro avant de poursuivre les discussions ?

— Mme D. : Le F.L.N.K.S. a demandé tout de suite une commission d'enquête...

— « M.L. » : Elle n'aura probablement pas lieu !

— Mme D. : Je ne sais pas. Ce que l'on peut dire, c'est qu'au départ, le F.L.N.K.S. avait choisi une voie pacifique : « nous n'irons à la lutte armée que si toutes les possibilités de négociation ont été épuisées. » Actuellement, on est toujours dans cette phase de négociation. C'est sûr, il y a eu la fusillade de Genger où dix hommes ont trouvé la mort, où les deux frères de Jean-Marie Djibaou ont été tués ; mais malgré cela, les barages ont été levés. Il y a eu la mort d'Eloi Machoro... et c'est vrai que la négociation continue. Mais je pense que ce mouvement est pacifique au départ.

— « M.L. » : On parle de la mort d'Yves Tual. On a parlé de massacre, mais il faut rétablir une proportion entre les Caldoches assassinés et les Kanaks qui ont subi le même sort.

— Mme D. : Oui, bien sûr, c'est un compte un peu macabre dont il faut parler ; mais le F.L.N.K.S., lorsqu'il a décidé de boycotter les élections et des actions qui allaient suivre, avait dit : « Nous ne voulons pas la violence. Nous prendrons des armes pour nous défendre et non pour attaquer. » Et, effectivement, dans tous les cas de violence, les Kanaks n'ont jamais attaqué, mais ont riposté pour se défendre.

— « M.L. » : Vous-même avez été touchée par un assassinat politique. En ce qui concerne l'assassinat de Pierre Declercq, les choses sont loin d'être claires. L'enquête progresse de manière lente et pas très rigoureuse...

— Mme D. : Nous pourrions auparavant parler des circonstances de l'assassinat. Il est vrai qu'il y a une analogie entre la mort d'Eloi Machoro et celle de mon mari, Pierre Declercq. Avant leur mort, une campagne de presse s'est déchaînée contre eux, qui les a tous deux présentés comme des hommes violents, des hommes à abattre, en croyant que le mouvement s'arrêterait s'ils étaient tués. Pour Pierre Declercq, on a dit que c'était lui qui montrait la tête aux Kanaks qui, avant, se tenaient tranquilles. On a vu la même chose pour Eloi Machoro. Par exemple, la première photo de lui parue dans les journaux le représentait brisant une urne. Je peux dire, que dans de nombreux endroits, des hommes ont fait la même chose. Un mouvement de boycottage des élec-

tions avait été décidé. Mais c'est lui qui a été visé.

En ce qui concerne l'enquête au sujet de mon mari, elle a été mal menée dès le début et l'on risque d'aller vers un non-lieu, malgré deux inculpés pour homicide volontaire dont l'un des deux a reconnu les faits en consignnant dans cinq pages manuscrites les événements, avec des détails prouvant qu'il se trouvait sur les lieux. Mais il s'est ensuite rétracté dès qu'il a obtenu un avocat et, peut-être, des consignes... Et, toute la presse a soutenu ces inculpés, en disant : « Ce sont de gentils garçons... »

— « M.L. » : Ce qui est étonnant venant d'une presse de droite dont l'un des thèmes favoris est l'insécurité !

— Mme D. : La gendarmerie, qui a mené l'enquête, a une lourde part de responsabilité depuis le départ ; beaucoup de choses ont été sabotées : aucun barrage routier n'a été établi, un gendarme a signalé avoir vu une voiture descendre de notre allée tous phares éteints et l'a laissé filer. Les chances de tirer au clair cet assassinat politique sont minces, malgré les promesses données par le gouvernement socialiste. On a également écarté des témoignages... Deux ans après, il semble difficile de revenir là-dessus.

Les gens savent maintenant que tout est fait pour que l'on puisse impunément tuer un leader indépendantiste. Pour Machoro, ils n'ont même pas eu besoin de le faire, puisque le G.I.G.N. s'en est chargé.

— « M.L. » : Les gens inculpés pour l'assassinat de Pierre Declercq sont-ils proches du R.P.C.R. ?

— Mme D. : Oui ! Ils ont nié ce fait, mais d'autres ont dit en avoir vu un lors de réunions, de collages d'affiches, etc.

— « M.L. » : Pensez-vous à une initiative individuelle ou plutôt à une stratégie politique commanditée à un niveau plus élevé ?

— Mme D. : Il semble que d'autres personnes que ces deux-là soient responsables.

— « M.L. » : Oui, d'autant plus que cet assassinat a eu lieu à votre domicile qui avait été repéré. Il a donc apparemment été bien organisé. Il ne s'agit pas d'un coup de sang, mais d'une opération montée méthodiquement. Vous aviez auparavant reçu des menaces de mort ?

— Mme D. : Oui, mais mon mari ne les avait pas prises au sérieux. Il se savait suivi, surveillé par un mouvement d'extrême droite. Il ne voulait pas tomber dans la paranoïa et nous menions une vie tout à fait normale.

Ce qu'il faut également signaler, c'est que la justice en Nouvelle-Calédonie ne s'exerce pas de la même façon pour les Blancs et pour les Noirs. C'est très net au niveau des peines.

Avant le 10 mai 1981, un policier a été condamné à 15 jours avec sursis pour avoir tué un Kanak qui n'était pas armé, bien sûr. Trois Kanaks

ont été condamnés respectivement à 14 mois et 2 ans de prison ferme pour simplement avoir protesté contre la pollution minière dans leur région, protestation sous forme de siting et d'occupation pacifique des mines.

Après le 10 mai 1981, des Kanaks, qui avaient fait des barrages de route pour protester contre l'assassinat de mon mari, ont eu huit mois de prison ferme. Alors qu'un Européen qui avait tué son employé qui venait lui réclamer son salaire en retard a eu un an de prison ferme.

Au niveau des magistrats, le parti-pris est évident. Pour cette dernière affaire, le procureur a défendu l'honorabilité de la famille du coupable...

— « M.L. » : Le procureur général qui, théoriquement, est chargé d'accabler l'accusé... On peut également faire le parallèle avec les agriculteurs dévotant en France leur production sans dommage, et les trois Kanaks qui ont pris huit mois pour un barrage...

Sur les solutions proposées, à l'heure actuelle, que pensez-vous de la formule d'Edgar Pisani pour qui la meilleure chose est l'indépendance associée à la France ? Peut-il y avoir indépendance sous cette forme ?

— Mme D. : Ce qui m'a frappé dans le plan Pisani, c'est que toute une partie des pouvoirs échappe à la souveraineté kanak, notamment en matière de défense, de justice, justement. Mais le F.L.N.K.S., dans un souci de négociation, n'a pas rejeté en bloc ce plan dans la mesure où il y avait quand même des points positifs et il était décidé à négocier sur les différents chapitres.

— « M.L. » : Rappelons aussi que la sécurité publique, c'est-à-dire le maintien de l'ordre et de la défense, reste à la charge de la France. De toute façon, comme il n'y aura pas d'expropriation, à moins qu'elles ne soient dûment remboursées aux propriétaires (miniers ou éleveurs européens), l'indépendance économique du nouvel Etat kanak est très compromise.

— Mme D. : L'indemnisation des colons est déjà commencée : un début de redistribution et de « réforme agraire » a lieu, elle peut se développer. C'est nécessaire car les Kanaks ne peuvent pas retourner sur leurs terres qui sont occupées. Il y a donc nécessité de racheter ces terres qui, ensuite, pourront être redistribuées d'une autre façon, mais lorsque la souveraineté des Kanaks sera reconnue.

— « M.L. » : Pour conclure, il reste à parler de l'avenir de la revendication indépendantiste. Pourquoi une telle détermination en faveur d'une souveraineté restituée au peuple kanak ?

— Mme D. : C'est la revendication d'un peuple qui veut retrouver sa dignité, ses terres, ses racines, pour mettre en valeur sa culture, son mode de



vie, ses langues. Et cette revendication n'est pas prête de s'arrêter.

Le F.L.N.K.S. a dit que, si le « non » l'emportait lors du référendum, il reprendrait la lutte d'une autre façon, le mouvement continuera. Depuis que les revendications se sont exprimées de façon aussi nette, le combat ne peut plus s'arrêter. Les Européens doivent le savoir : s'ils veulent rester, ils doivent réfléchir. Les indépendantistes font appel à l'intelligence des Caldoches pour qu'ils cherchent les moyens qui leur permettront de rester là-bas. Car si la lutte armée se décide, ils devront partir et il y aura un bain de sang des deux côtés. Mais le *statu quo* actuel n'est plus possible. Les Européens doivent reconnaître cette société.

— « M.L. » : Cette revendication s'appuie sur un mouvement de masse ?



— Mme D. : Oui, il ne s'agit pas de quelques leaders dirigeant un mouvement, mais de tout un peuple qui pose cette revendication. Car, après le boycott des élections, aucune consigne du F.L.N.K.S. n'était prévue ; des gens se sont réunis et ont dit : « Que va-t-on faire ? ». Ils ont décidé eux-mêmes des actions qu'ils allaient entreprendre. A Lifou, ils ont pensé que le mieux était de séquestrer le sous-préfet, parce qu'il représentait la présence française ; puisqu'en boycottant les élections, ils ne se trouvaient plus à l'Assemblée territoriale française. Mais, cet acte n'était pas terroriste. Des centaines de gens ont agi et non pas cinq ou six. Dans tous les autres endroits, c'était la même chose. Il s'agit vraiment d'un mouvement auto-organisé.

Propos recueillis par le groupe de Lille

(1) Cette interview enregistrée le 24 janvier 1985 a été diffusée sur les ondes de « La Voix sans maître » (émission libertaire sur Radio-Campus, 99,6 MHz, tous les vendredis de 21 h à 23 h).

JAPON ESCALADE A SAN'YA

L'HIVER 84-85 est décemment rude à la « Montagne », le quartier de San'ya à Tokyo, la cité des journaliers, des déshérités, des parias et des exclus divers de la société japonaise.

Explosion de colère

Le 22 décembre 1984, Sato, metteur en scène de 37 ans, est abattu au petit matin par un yakuza (membre de la pègre) alors qu'il effectue des prises de vues dans les rues de San'ya pour un documentaire sur le ghetto. « Je l'ai confondu avec un membre du Comité de lutte » explique le meurtrier qui, depuis ses 18 jours de prison à la suite des incidents de novembre 1983 (cf. M.L. n° 558), avait juré de prendre sa revanche sur le comité. Aussitôt, c'est la révolte chez les journaliers de San'ya qui se sentent personnellement visés par l'assassinat, comme l'explique l'un d'entre eux : « Je connaissais pas directement Sato, mais je déteste tous ces types de la pègre qui viennent prendre leur pourcentage sur nos salaires et qui nous bouffent, les camarades et moi. »

Dans la soirée, à l'appel du comité de lutte, une manifestation de protestation ras-

semble 500 journaliers sur les lieux du meurtre et finit par se tourner vers les responsables, police y compris car pour les travailleurs, il est clair que celle-ci « marche la main dans la main avec les yakuza » et que « de toute manière, n'aprouve-t-elle pas le système (illégal) du pourcentage ? ». Quand il le faut, les exploités savent où trouver leurs ennemis. Devant le poste de police du quartier et, plus loin, devant le siège du syndicat bidon monté par la pègre et les marchands de main d'œuvre, les pierres, les bouteilles vides et les cocktails molotov volent ; de colère le comité de lutte brûle sa fourgonnette ; les escarmouches durent jusque dans la nuit avec 500 « C.R.S. ». Onze personnes sont arrêtées.

La tension monte à San'ya, mais, comme souvent, la rage laisse place les jours suivants au souci du quotidien : le froid, la faim... La solidarité est toujours problématique au sein du lumpen-prolétariat.

Quelle solidarité ?

Suivant l'angle, le point de vue est plus ou moins noir et dicte en définitive toute une conception politique. Pour Akahige-san, « Barberousse »,

médecin à San'ya, « la solidarité à San'ya n'existe pas. La seule question, c'est tenir. Si tu tombes, tu es fini, personne ne te ramassera. L'alcool, la vieillesse et c'est l'enfer ! ». Le sociologue Aoki Hideo note que, malgré un nivellement des conditions et des antécédents, on retrouve dans la société des journaliers toutes les discriminations de la société japonaise, apparemment moins visibles mais réelles dans des situations concrètes : « burakumin » (paria), Coréens, originaires d'Okinawa, « hibakusha » (survivants de la bombe atomique), handicapés, vieux... Il ajoute aussi que, si cette société est celle d'une compétition féroce où l'homme est un loup pour l'homme », elle est également « une communauté où des camarades partagent un destin » ; ce constat confirme au passage les deux principes fondamentaux reconnus par Kropotkine, que sont à la fois la lutte pour l'existence et l'aide mutuelle.

Cette aide mutuelle, le Comité de lutte et le Groupe d'aide pour la campagne hivernale de San'ya, auxquels participent les anarchistes de la Lutte commune des bas-fonds, entendent la développer, d'autant plus prioritairement et difficilement que les habitants du quartier, travaillés par les « yakuza » et les marchands de main d'œuvre, précisent leurs menaces ; dans une réunion récente, ils ont réclamé des mesures pour le parc local de Tamahime, abritant les travailleurs journaliers dormant à la belle étoile, mais qu'ils considèrent comme le leur. Pour un membre du Groupe d'aide, « l'hiver des journaliers est une partie du mécanisme où ceux qui meurent de froid, de maladie et d'abandon ne sont pas autre chose que l'expression, la réalité des mesures sécuritaires administratives qui recourent à la sélection naturelle. »

La solidarité et l'organisation, « autonome et fédérée » doivent briser la discrimination du ghetto voulue par la « société civile » et les divers pouvoirs par des actes concrets d'aide mutuelle. « Nous nous rassemblons dans la lutte non pas pour avoir la garantie des droits « démocratiques », car nous sommes révoltés par cette tromperie des droits du « citoyen », mais pour un changement total, dans lequel la division dedans-dehors (« uchi-soto ») doit être le point de repère de la destruction de cette société du citoyen, pour nous dépasser nous-mêmes. »

La révolte de San'ya, c'est l'affirmation du droit à la dignité de la part des travailleurs journaliers et la prise de conscience de ceux qui ne vivent pas dans le ghetto... La réussite viendra lorsque le lien sera profondément établi entre les deux.

Secrétariat
aux Relations internationales

Philippe Pelletier

BELGIQUE COLLOQUE ÉLISÉE RECLUS

COMME nous l'annoncions dans le *Monde libertaire* n° 557 le colloque consacré à Elisée Reclus (1830-1905) s'est déroulé à l'Université libre de Bruxelles, les 1^{er} et 2 février, à l'occasion du 90^e anniversaire de la création de l'Université nouvelle. Trois thèmes ont été plus particulièrement abordés par les organisateurs (U.L.B., Institut des hautes études sociales et Alliance libertaire) : Elisée Reclus et l'Université nouvelle ; Elisée Reclus, le géographe ; Elisée Reclus, l'anarchiste.

Elisée Reclus et l'Université nouvelle

En 1894, l'Université libre de Bruxelles, effrayée par les attentats anarchistes, ajourne *sine die* le cours de géographie que donnait Elisée Reclus, bien connu comme anarchiste. Suite à cette suspension, des troubles ont lieu à l'université ; 18 étudiants sont exclus, le recteur Hector Denis, ami de Reclus démissionne. L'Université nouvelle est alors créée : de nombreux anarchistes apporteront leur collaboration, entre autres, Elie et Elisée Reclus, Fernand Brieriez, Paul Robin, Paul Gillet, Jacques Mesnil...

Elisée Reclus le géographe

Les différents intervenants se sont attachés à dégager la spécificité de la démarche reclusienne

en matière de géographie, ainsi que son aspect incontestablement novateur. Paradoxalement, le champ d'investigation de ce grand penseur sera non seulement laissé en friche, mais de plus une conspiration du silence sera orchestrée par l'intelligentsia.

Pour comprendre le phénomène d'ostracisme dont Reclus fut, à son époque, victime, et qui perdure encore de nos jours, il convient de se replacer dans les sphères universitaires d'alors. L'École de géographie, fondée sur le mythe d'une pseudo neutralité de la discipline géographique, entend se parer des soi-disant vertus de l'objectivité scientifique. Or précisément, Reclus va s'inscrire en faux contre cette conception ; dans la mesure où il va introduire dans cette même discipline la dimension du politique, de l'économique et du social. Cette géographie globaliste, embrassant différentes disciplines telle que la sociologie, l'économie, l'histoire, l'ethnologie fera l'effet d'un coup de pistolet dans un concert ». Par surcroît, sa notoriété d'anarchiste contribuera dans une large mesure à sa mise à l'index des milieux universitaires.

En effet, si ses convictions d'anarchiste ne s'expriment pas explicitement dans sa colossale production géographique (six tomes de *L'Homme et la terre*, *La nouvelle géographie universelle*, 19 volumes), celles-ci sont d'une certaine manière sous-jacentes, et indissociablement liées à sa démarche scientifique.

C'est ainsi que Reclus démonte entre autres les mécanismes de la structure des Etats, les causes de l'asservissement du peuple, la dichotomie opprimés/opprimeurs, l'utilisation de l'espace à des fins militaires, les rivalités entre les superpuissances militaires au niveau planétaire. Il sera par ailleurs l'un des premiers à analyser ce que l'on désigne aujourd'hui sous le terme d'impérialisme et qui revêtait à l'époque le vocabulaire pudique d'expansionisme.

L'homme et l'anarchiste

Outre l'évocation du scientifique, les intervenants, en l'occurrence les compagnons de l'Alliance libertaire de Bruxelles, ont tracé un portrait de l'anarchiste en mettant en valeur les circonstances qui ont amené Reclus à devenir l'une des figures de proue du mouvement anarchiste.

Le milieu familial dont est issu Reclus ne présentait guère un terrain propice à la germination des idées anarchistes. Son père étant pasteur, le jeune Reclus baigne dans l'idéologie protestante, et il suivra en bonne logique l'enseignement de l'école protestante. Gageons que cette scolarité religieuse constituera en réaction, l'un des facteurs déterminants dans sa formation idéologique ; sans doute y fera-t-il très tôt l'apprentissage du dogme et de l'hypocrisie.

Les anarcho-punks Vous commencent ?

EN 1977, dans les grandes villes, et surtout en Angleterre, naît un mouvement de révolte qui emmène derrière lui une grande partie de la jeunesse : le mouvement punk. C'est avant tout un mouvement musical, contre la musique « pop » qui devient de la soupe, mais qui s'attaque également au chômage, à la société, à la guerre...

La presse ne montre des punks que le côté agressif : la façon de s'habiller, de danser, etc. De nombreux groupes ont des

problèmes de censure, mais ça n'empêche pas que de nombreux jeunes s'y retrouvent, et que les groupes représentent un succès commercial. Aussi, les requins de l'industrie du spectacle piègent-ils la plupart des groupes, qui abandonnent peu à peu leurs chansons de révolte ou vendent une contestation aseptisée.

En 1978, à l'initiative d'un groupe musical constitué de militants actifs du mouvement libertaire et pacifiste, Crass, naît le mouvement anarcho-punk.

Lutte de « Crass »

Les chansons de Crass sont de véritables critiques de la société anglaise : chansons contre Les Malouines, la censure, les prisons, la mainmise de l'Etat sur les individus, etc. En ce sens, Crass représente une véritable contre-culture dans l'Angleterre de Thatcher : chaque concert qu'ils donnent se transforme en meeting politique réactualisé par la musique.

Les disques de Crass ne passent jamais à la radio, pourtant les ventes oscillent entre 50 000 et 60 000 exemplaires, et Crass se trouve souvent bien placé dans le hit parade des ventes.

En 1980, Crass crée l'Anarchy Center dans un squat, malheureusement le centre tombe à l'eau. Plus tard, suite à un procès, monté par la police, de cinq anarchistes anglais, ils éditent un disque : *Révolutions sanglantes* où sont dénoncés les trucages du procès.

Les Malouines

C'est surtout lors de la guerre des Malouines que les Crass font parler d'eux. En juin 1982, un disque souple anti-Falklands sort, il est immédiatement saisi. « Têtes de nœuds, hypocrites, ne vous rendez-vous pas compte que ce ne sont pas des jouets que vous tenez, vous jouez avec des vies. » « La guerre est devenue une réalité quotidienne de nos vies. Nous devons rechercher, comprendre et exiger la paix. Il n'y a pas d'autres alternatives. »

En août, un 45 T. sort (*Quel effet cela fait-il d'être la mère de 1 000 morts ?*). C'est une attaque virulente contre Thatcher et son appétit vorace de guerre et de morts. Ces disques sortent alors que la presse est muselée par le secret militaire et qu'une campagne de presse patriotique submerge la Grande-Bretagne.

Corpus Christi

Crass a toujours autoproduit ses disques, pour ne pas tomber dans les pièges des grosses entreprises. En 1982, Crass crée un label alternatif : Corpus Christi, pour produire d'autres groupes anarcho-punks souvent intéressants, une forme d'action directe : « ? est impossible et hors de sens d'être un supporter de l'action directe. C'est quelque chose que l'on doit faire et non un sujet de conversation. »

En 1983, à la suite de la réélection de Thatcher, Crass sort un disque « couleur excrément » : « c'est le cri de notre désespoir et de notre dégoût, de notre désintéret et une marque d'irrespect. »

Aujourd'hui, dans toutes les grandes villes européennes, les anarcho-punks se multiplient, participent à des actions ponctuelles (on en voit à nos meetings ou derrière nos banderoles). C'est un mouvement qui monte, il est sûr qu'il y aurait quelques critiques à formuler sur leur conceptions de l'anarchisme (les propositions sont peu ou pas existantes, par exemple), mais il ne faut pas le ignorer.

Jean-Pierre Levaray



Crass en procès



Nous ne pensions pas être amenés à jouer ce rôle, Notre domaine c'était les idées, pas le rock and roll, Mais nous ne pouvons pas éviter l'arène, C'est devenu une partie de nous mêmes si nous ne le comprenons pas.

Dans leurs efforts pour nous calmer il nous demandent pourquoi nous n'écrivons pas des chansons d'amour, Que chantons-nous alors si ce n'est ça ? Notre amour de la vie est total, tout ce que nous faisons en est l'expression, Tout ce que nous écrivons est une chanson d'amour. (...)

Les critiques disent que ce n'est que du punk rock ou que nous ne sommes que des anarchistes naïfs, Ils espèrent nous discréditer avec leurs étiquettes et leurs définitions.

A travers l'histoire les sociétés ont condamné ceux qu'elles ont plus tard érigés en héros.

Il y a tant d'intérieurs bourgeois où « Les Tournesols » de Van Gogh rayonnent sur les murs, pourtant il a vécu dans la misère la plus complète, condamné par ces mêmes gens.

Pourquoi les doux et bienveillants sont-ils soumis à la violence et à la raillerie ? Comment se fait-il que mesquins et malhonnêtes aient acquis tant de pouvoir ? Quelle sorte de perversion a pu amener au pouvoir ces irresponsables ?

Des dieux auto-désignés, aux évêques et aux membres du Parlement, tous nous ont créé des problèmes, ils ont essayé d'interdire nos disques.

Ils ont dit que nous étions une menace pour la société convenable.

Qu'ils aillent se faire foutre. J'espère bien que nous sommes cette menace. Quel est donc cette sorte d'imbécile pervers qui croit pouvoir réduire les autres au silence en les privant de leur voix ? (...)



Crass

La carrière de Crass est jalonnée de censures, interdictions de passage à la radio, dans certaines salles, etc. Dernièrement, c'est un procès en bonne et due forme qui est venu entraver la vie de Crass. Il faut dire que ça fait longtemps que l'Etat britannique cherche à les museler.

Suite à une plainte déposée par le père d'un jeune client, la police perquisitionne un magasin de disques pour aboutir à l'inculpation du discaire pour « commerce de matériel obscène et pornographique », et la mise sous séquestre de toutes les copies disponibles de dix-sept disques. La majeure partie des disques (à l'exception des Dead Kennedys) provient de Corpus Christie (M.C.D., Dirts... ainsi que tous les disques de Crass).

Au procès, bien que le juge ait dit qu'il n'était pas possible de distinguer clairement les paroles incriminées, la Cour opte pour l'inculpation : le matériel étant « offensant pour la morale publique, obscène et à la limite de la légalité. »

Lorsque l'on veut couler un disque, une revue, ou autre, il est toujours plus facile de taper au-dessous de la ceinture. Une fois inculpé pour des motifs touchant à la sexualité, il devient dur de trouver des gens pour vous soutenir...

Pour l'accusation d'obscénité, reposant en particulier sur l'emploi du mot « fuck », les Crass disent : « Effectivement, nous employons souvent le mot « fuck », mais ce n'est pas de gaité de cœur ; c'est qu'il y a un nombre important de gens qu'on a envie d'envoyer se faire voir. » (1).

De plus, les Crass ont demandé qu'on compare leurs textes avec ceux des autres groupes. Et d'autres chansons, en tête des hit parades auraient, en utilisant les mêmes critères, également pu être déclarées coupables d'offense à la morale.

En fait, c'est au tiroir caisse de Crass qu'on en veut. Il est important de clouer le bec à tous ces anarcho-punks qui trouvent un écho trop large dans la jeunesse.

Le 5 janvier, avait lieu le procès en appel. Les groupes incriminés ont été relaxés à l'exception de Crass qui voit l'un de ses titres bel et bien censuré ; celui-ci, jugé « obscène » par la Cour d'appel, est « Bata Motel », sur le disque « Penis Envy », chanté par les deux chanteuses de Crass et qui est un disque d'affirmation féministe anarchiste.

J.-P. L.

(1) Pour ceux qui ne le savaient pas, « fuck » signifie « enculer ».



« LA GLOIRE DU SABRE »

DE PAUL VIGNÉ D'OCTON

QUI n'a pas entendu dire, à propos de la Nouvelle-Calédonie, que la France avait apporté là-bas : la civilisation, la paix, le développement ? On voudrait nous faire croire que le colonialisme et les colons français agissaient par humanisme, que ce soit en Afrique, à Madagascar, en Indochine ou en Kanaky. Balfournier, falsifications de l'histoire ! Il faut le dire... un livre le dit : La gloire du sabre de Paul Vigné d'Octon (1). Comment comprendre le désir de libération nationale si l'on ignore les crimes du colonialisme ? Quelques exemples...

En Guinée, en 1885, une incessante guérilla oppose depuis une quinzaine d'années, dans une région appelée la « Rivière », deux chefs de tribu, deux familles rivales. La guerre, qui renaissait périodiquement, interrompait et gênait le commerce des Européens. Il fallut donc faire disparaître l'un des deux rivaux et établir solidement l'autorité du survivant. Mais, les deux prétendants rivalisaient de loyalisme. Que faire ? On en choisit un (certains diront à pile ou face), et les forces françaises canonèrent et brûlèrent les villages « adverses », les « auxiliaires » (troupes indigènes) torturèrent et achevèrent les blessés, se partageant les survivants réduits en captivité.

« Quoi !, me direz-vous, la France n'avait-elle pas aboli l'esclavage, en 1848, dans les colonies ?... N'était-ce pas, par ailleurs, l'un des prétextes "humanitaires" de la conquête colo-

niale ? » Innocents, que nous sommes ! « Dès le Second Empire, la loi (contre l'esclavage) fut discrètement oubliée : en 1855, le gouverneur "républicain" du Sénégal, Faidherbe, fit préciser expressément par le Conseil d'administration de la Colonie que la loi ne serait pas appliquée ! La traite des esclaves à l'intérieur de l'Afrique occidentale française ne fut expressément interdite qu'en 1905 (...). »

Partout, dans toutes les colonies, ce ne sont (à quelques rares exceptions) que des colons et des militaires, ivres de puissance et d'isolement, exploitant, pillant, violant, torturant les populations soumises. Sadisme et dérèglement sexuel accompagnent toujours l'exploitation économique. On ne peut pas tout citer, il faut découvrir ce livre pour connaître la réalité du colonialisme : savoir que 25 travailleurs comoriens sont morts en prison parce que coupables d'exiger le règlement de leurs salaires.

Pour revenir à la Nouvelle-Calédonie, on parle beaucoup actuellement des droits des colons sur les terres kanaks, dus à leur mise en valeur. Certes, mais sait-on comment ces terres furent spoliées aux populations ? Sait-on que des impôts illégaux, écrasants et monstrueux furent imposés aux Kanaks. « Il (l'impôt) est censé représenter pour les indigènes l'impôt foncier des Blancs ; mais, en fait, il équivaut, suivant la composition des familles, à six ou sept fois ou même dix fois l'impôt foncier supporté par les Blancs. Et ce

prétendu équivalent de l'impôt foncier pèse sur des gens à qui on vient d'enlever la base même de l'impôt foncier, la terre. »

Qui est Paul Vigné d'Octon, qui fut l'un des premiers à dénoncer les crimes coloniaux ? Paul-Etienne Vigné (dit Paul Vigné d'Octon) fut un médecin militaire révolté par son expérience des colonies. Rentrant en France, il se lance dans une carrière littéraire, et de 1889 à 1894, il écrit une vingtaine de romans d'inspiration régionaliste, coloniale ou psychologique.

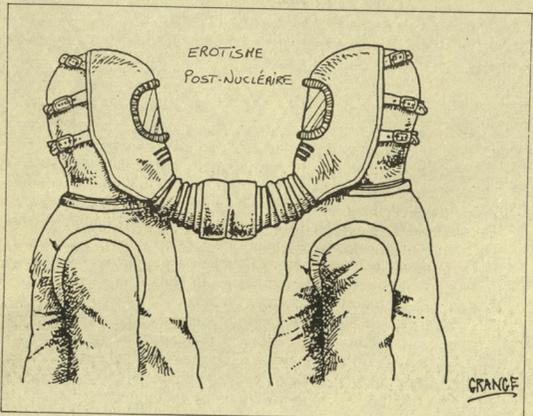
Élu député, un peu par hasard, en 1893, il le restera jusqu'en 1906, sous une étiquette de socialiste « non conformiste ». Il profitera de la tribune de l'Assemblée nationale pour dénoncer les crimes coloniaux, et au fur et à mesure, que les radicaux et les socialistes évolueront vers la droite, lui, se rapprochera des milieux anticléricalistes, anarcho-sindicalistes et libres-penseurs. Il deviendra antimilitariste et s'intéressera, parmi les premiers, à la psychanalyse. Il meurt à Octon le 20 novembre 1943, à quatre-vingt-quatre ans.

Que dire de plus ? Que ce livre doit faire partie de la bibliothèque de tout antimilitariste et de tout révolutionnaire. Qu'il est un fragment de l'histoire ouvrière pour ceux qui ne possèdent ni patrie ni frontière. A lire, absolument !

Pascal Bedos Gr. Sacco-Vanzetti

(1) « La gloire du sabre », Paul Vigné d'Octon, éd. Quintette, en vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F.

Soutenez Le Monde Libertaire Souscrivez



« LE CRIME DU SYNDICAT »

DE HERVÉ JAUOEN

DÉCIDÉMENT le polar ne respecte plus rien ! Après Toilette des morts, charge antimilitariste, Jaouen s'attaque aux banques, mais de l'intérieur. Une direction, aidée par une agence américaine, est décidée à abattre un syndicat révolutionnaire qui prend de l'importance (« Toutes ressemblances avec des faits réels, etc., etc. »).

Pour cela, elle utilise un cadre tenu par le chantage, et multiplie les flicages, provocations qui déboucheront sur un meurtre. L'auteur connaît manifestement son sujet : les tensions internes qui règnent dans ce milieu sont très bien décrites. Ce livre (1) est aussi une prouesse technique : tous les styles d'écriture s'y enchaînent sans heurts. Un regret tout de même : son prix, pas très populaire. Dommage, car le Crime du syndicat est un bon bouquin où se marient polar et conscience politique.

Yves (C.L.E.)

(1) « Le crime du syndicat », de Hervé Jaouen, éd. Denoël, 60 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 14 février : « Epsilonia » (16 h à 18 h) : émission spéciale sur la grève des mineurs britanniques. Musique, news...

• Vendredi 15 février : « La Bourse et la vie » (10 h 30 à 12 h) : le magazine des consommateurs lucides parlera de l'A.F.O.C. « Joui-science » (12 h à 13 h 30) : humour noir avec Théophile. « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Robert Verdier, secrétaire fédéral de la L.D.H. abordera l'actualité du Maghreb.

• Samedi 16 février : « Mon quartier, mon village » (9 h à 11 h) : problèmes du logement, activités du quartier. Boris Vian avec G. Unglik. « Le Père Peinard » (11 h à 12 h) : avec Paul Chenard et Robert Guerin, à bâtons rompus. « Près du radiateur » (18 h à 19 h) : l'actualité lycéenne, les anarcho-punks lyonnais (suite).

• Dimanche 17 février : « Folk à lier » (12 h à 15 h) : émission spéciale sur la cornemuse irlandaise, avec l'association des joueurs de cornemuse Na Piobairi. Et une heure de folk écossais. « Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : le groupe français Im Westen Nicht Neues, et news reggae, punk, new wave...

• Mardi 19 février : « Prisons » (20 h à 22 h) : émission sur l'enfermement, reçoit Antoine Comte (L.D.H.) (sous réserve).

• Mercredi 20 février : « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : les compléments de l'alimentation, ensoleillement, mastication, activités physiques. « By Jove » (12 h à 14 h) : le magazine de la bande dessinée reçoit Soulas.

« LE GRAND HIVER »

D'ISMAIL KADARÉ

QUI connaît de façon précise l'étonnante histoire de l'Albanie, le plus petit pays d'Europe de l'Est, qui rompt toute relation avec l'U.R.S.S. de Krouchtchev en 1961 ? C'est cette période de l'histoire de son pays, que raconte Kadaré, en presque 600 pages. Il met en scène des personnages aussi différents que peuvent l'être des membres du Parti communiste albanais, des ex-bourgeois déposés, un montagnard, un balayeur. L'auteur nous montre comment chacun d'entre eux vit cette rupture.

Il faut signaler que ce roman a nécessité cinq ans de recherches dans les archives du P.C. albanais et les livres du Premier secrétaire du parti, Enver Hoxha. Dans un style alerte et résolument moderne, Kadaré décrit ce qu'il n'est pas exagéré d'appeler une tragédie pour les Albanais. Même si, en tant qu'anarchistes, nous ne pouvons évidemment pas approuver l'orientation marxiste-léniniste du régime de Tirana, pouvons-nous rester indifférents devant le courage de ces hommes ?

Jérôme Gr. Proudhon

« ALBERT CAMUS ET LES LIBERTAIRE »

CETTE vingt-sixième brochure, que le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste vient d'éditer, est d'un grand intérêt. Elle nous montre, par des articles parus dans le Monde libertaire de l'époque, ce que furent les relations entre l'écrivain Albert Camus et les militants de notre mouvement. Le Camus qui nous est révélé ici est celui qui refusa d'être dans le sillage de Sartre et des marxistes, ainsi que dans celui de Malraux et des gaullistes. Nous le voyons en effet défendre la pensée syndicaliste-révolutionnaire : « Les pensées révoltées, celles de la Commune ou du syndicalisme-révolutionnaire, n'ont cessé de nier le nihilisme bourgeois comme le socialisme césarien. »

Il défendra avec la même énergie les militants pacifistes, les syndicalistes algériens, les révolutionnaires espagnols et prendra partie contre la barbarie de la guerre d'Indochine. Et surtout, il nous présentera, au travers d'œuvres telles que Le Mythe de Sisyphe ou L'Homme révolté sa pensée philosophique qui a fait se dresser, contre lui, tous ceux qui abritent leur confort intellectuel à l'ombre des religions politiques.

Certes, Camus est connu ; mais mal connu ! Il faut le connaître, ainsi que sa pensée, pour comprendre le sens de toute son œuvre. Ces soixantes excellentes pages (1) vous y aideront.

Jean-Claude Mercader

(1) « Albert Camus et les libertaires », éd. Volonté anarchiste du Groupe Fresnes-Antony, en vente à la librairie du Monde libertaire, 20 F.



Christi... autopro... pour ne pas... liages des gros... n 1982. Crass... ernatif : Cor... produire d'au... ho-punks sou... une forme... ? est impos... ens d'être un... ction directe... que l'on doit... jet de conver... ite de la réé... er, Crass sort... excrement) :... tre désespoir... de notre désin... d'irrespect. »... ns toutes les... pennes, les... multiplient... actions ponc... à nos mees... banderoles).... ut qui monte... aurait quel... formuler sur... l'anarchisme... ont peu ou... r exemple),... les ignorer... erre Levaray... ces... d'obsèc... particulier... ot « fuck »,... : « Effecti... oyons sou... », mais ce... de cœur ;... nombre im... on a envie... voir. » (1).... ont deman... eurs textes... es groupes... ns, en tête... raient, en... s critères... déclarées... la morale... iroir caisse... eut. Il est... le bec à... nks qui... trop large... lieu le pro... upes incri... à l'except... it l'un de... censuré ;... ène » par... Bata Mo... Penis En... eux chan... qui est un... féministe... J.-P. L... avaient pas,

NÉGOCIATIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE LE GUET-APENS

EN reprenant des négociations salariales rompues l'an passé (aucun syndicat n'avait accepté des augmentations limitées à 3% en niveau), le ministre de la Fonction publique n'ignorait pas que renouer le dialogue serait difficile.

En 1983, les fonctionnaires ont perdu au moins 4% de leur pouvoir d'achat, ce qui, cumulé avec le tour de vis entamé en 1983, donne un recul de plus de 5%. Comment dans ces conditions, la proposition d'un relèvement de 4,5% pour 1985 pourrait-elle recevoir l'agrément des organisations syndicales ?

Et pourtant ! La C.G.T. ne signera pas, c'est une certitude, son attitude étant guidée par une hostilité accrue à l'égard du gouvernement socialiste pour des raisons qui ne sont sans doute pas exclusivement syndicales. Les autres confédérations semblent accueillir avec un certain soulagement des propositions qui visent à maintenir le pouvoir d'achat en niveau en fixant les augmentations de salaires au niveau exact des prévisions de l'inflation, avec une clause de sauvegarde permettant un éventuel ajustement de fin d'année.

Il n'en reste pas moins que cela revient à faire table rase du passif des années précédentes. Visiblement soulagés de constater ce qu'ils considèrent comme un assouplissement de la rigueur, les dirigeants syndicaux semblent prêts à passer l'éponge ! Le complément apporté par des revalorisations indiciaires touchant les bas salaires (catégories C et D) vient à point pour calmer les ardeurs revendicatrices de certains qui seront tentés de voir là un progrès.

Que sont devenues les déclarations fracassantes de l'an passé ? La F.E.N. qui, il y a peu encore, refusait catégoriquement toute négociation en masse qui incluait le G.V.T. (glissement vieillesse technicité) semble tout-à-coup oublier ses intentions belliqueuses. De même pour la C.F.D.T. qui note avec plaisir les mesures pour les bas salaires et pour F.O. satisfait de renouer avec la pratique conventionnelle du « grain à moudre ».

Toute l'habileté du gouvernement est là : avoir réussi à organiser une baisse généralisée du pouvoir d'achat et obtenir l'acceptation du statu

quo par peur d'une nouvelle régression. Mais ce n'est pas pour son seul contenu que le projet d'accord salarial doit être apprécié. Signer aujourd'hui revient à entériner les décisions unilatérales des années passées en l'absence de tout rattrapage.

Il y a pire encore : les meilleurs de suppressions d'emplois annoncés pour 1985 sont un élément du débat sur les salaires. Ce que le gouvernement lâche sur les salaires individuels, il le récupère largement en réduisant les effectifs. En imposant des négociations « en masse » et non en niveau, le gouvernement contraint les syndicats à tenir compte des suppressions d'emplois dans leur appréciation des salaires.

Après le désaveu cinglant infligé par la base aux confédérations F.O. et C.F.D.T. sur la question de la flexibilité de l'emploi, celles-ci peuvent-elles se permettre de courir un nouveau risque ? Quant à la F.E.N., il lui sera sans doute difficile de faire avaler ça à un congrès ! Mais en est-on encore à une reculede près ?...

Alain Sauvage

Dernière minute : F.O. ne donnera pas sa signature.

CHÔMAGE LES DÉMAGOGUES

LES jeunes chômeurs sont devenus un enjeu électoral de choc. D'un côté, Laurent Fabius s'est engagé à assurer à tout jeune de moins de 21 ans un emploi ou une formation professionnelle avant fin 1985. De l'autre, le C.N.P.F. traîne ostensiblement le pied pour embaucher, prétextant les lenteurs administratives du ministère du Travail. Trois cents mille jeunes sans emploi sont au centre de ces chamailleries politiciennes, avec rien dans l'estomac et un avenir pour le moins déprimant.

Il est amusant de constater la volonté soudaine du gouvernement socialiste de stopper le chômage des jeunes et de se pencher sur les problèmes de formation de ceux qui sortent des lycées avec, pour certains, des diplômes qui n'ont

plus la moindre « valeur » depuis longtemps. Il est évident que cette bonne volonté cache l'intérêt de voir disparaître des sondages et des guichets de l'A.N.P.E. 300 000 jeunes avant l'échéance si proche des législatives de 1986 ! De même, les blocages systématiques du patronat n'ont pas d'autres visées, mais avec des « intérêts » opposés, naturellement ! Les uns et les autres se foutent pas mal de l'avenir de centaines de jeunes passés dans la colonne pertes et profits de la restructuration capitaliste.

Et pourtant, si ces 300 000 jeunes largués après qu'on leur ait promis monts et merveilles finissaient par s'organiser pour demander des comptes, ça pourrait être le début de quelque chose... Non ?

G.D.



LE MALHEUR DES UNS ET LE BONHEUR DES AUTRES

« LES milieux boursiers ont manifesté, par une belle hausse, leur optimisme sur l'avenir de Schneider et leur satisfaction sur la manière dont la société s'était finalement sortie de l'affaire Creusot-Loire. » Telle est le genre de commentaires que nous avons pu lire, ces temps-ci, à propos de l'envolée de l'action Schneider sur le marché à terme de la Bourse de Paris. La dite action a grimpé certains jours jusqu'à 120 francs, soit plus de 35% de hausse par rapport à son dernier cours avant la suspension de sa cotation lors du règlement judiciaire de Creusot-Loire.

Schneider, holding dominé par la famille Empain, contrôlait à 55% la Compagnie financière de Creusot-Loire (les 45% restant appartenant à Marine-de-Wendel) qui, elle-même, détenait 50% des actions de Creusot-Loire. Aujourd'hui, l'avenir apparaît radieux à Schneider qui a conservé les secteurs les plus juteux de feu Creusot-Loire, tels que la traction ferroviaire ou l'électro-mécanique. Pendant que la Bourse pavait, les licenciés du Creusot, de Chalon-sur-Saône, de Rive-de-Gier se désespèrent. Ils redoutent que, pour beaucoup d'entre eux, la « formation avec en fin de stage un emploi à durée indéterminée » ne se transforme en stage à durée illimitée à l'A.N.P.E. Les plus enragés, comme ceux de chez Marrel à Rive-de-Gier, poursuivent chaque jour leurs actions de guérilla, coupant la voie ferrée ou occupant la mairie jusqu'à ce que les flics les délogent. Ainsi, le bonheur des uns est-il fait du malheur des autres...

Record historique à la Bourse

Mais les actions de Schneider ne sont pas les seules à prendre des ailes. « Les bourses européennes et japonaises sont au plus haut », titre *Le Monde*. Et la Bourse de Paris tout particulièrement.

L'indice de la Compagnie des agents de change qui est, paraît-il, le plus fiable pour mesurer la « température » du marché atteint un record historique avec le chiffre de 195,7 au 1^{er} février, la base 100 se situant le 31 décembre 1981, l'année du « changement ». 95,7% de hausse en trois ans ! Merci Tonton...

Et dans le peloton de tête se trouvent les sociétés financières avec un indice de 259,9 soit presque 160% de plus ! Parmi les facteurs qui contribuent à cette « bonne tenue » de la Bourse, M. Dupont, syndic de la compagnie des agents de change, place en premier

le maintien de la politique de rigueur. Selon le « bilan économique et social 1984 », celle-ci a eu pour résultat une stagnation de la consommation jamais vue depuis la fin de la guerre et une régression du revenu brut des ménages de 1,1% en 1983 et de 0,4% en 1984. Mais ces chiffres sont des moyennes et tous les ménages n'ont pas été touchés de la même façon. Certains, même, ne l'ont pas été du tout puisque la consommation de produits de luxe est en augmentation, ce qui a permis aux fabricants de maroquinerie, d'orfèvrerie, de parfums et de champagne de se propulser en tête du hit parade économique.

En revanche, les travailleurs du bas de l'échelle, les préretraités, les retraités ont durement ressentis les effets du blocage des salaires et des pensions. Les pluriactifs de service dans le « Bilan économique et social » du *Monde* se réjouissent de ce que Mauroy, puis Fabius aient « réussi la mise à mort de l'échelle mobile ». Et ils constatent, avec une satisfaction non dissimulée, que l'on a « assisté à une décélération sans précédent du taux de salaire ouvrier. » Dans bien des entreprises, les augmentations de salaires en 1984 n'ont pas dépassé 3 ou 4% alors que la hausse — officielle — des prix est chiffré à 7%. Quant aux chômeurs, ils étaient, fin 1984, plus de 2,5 millions officiellement recensés et

leurs ressources ont été réduites en durée et en niveau. Le « Bilan économique et social » note à ce propos : « Alors que leurs revenus baissent de 25% en moyenne, leurs dépenses incompressibles ne diminuent que de 15% : ce qui provoque un tourbillon de dettes, d'arriérés et d'impayés. »

Une bonne voie... pour les profits

Cette politique de rigueur avait pour but de rétablir la balance du commerce extérieur et des paiements courants, de freiner l'inflation et d'obtenir une bonne tenue du franc. Comme l'écrit le sinistre Alain Vernholes dans la publication déjà citée : « Ces premiers succès de la politique économique menée depuis le milieu de l'année 1982 amènent à penser que la voie choisie est la bonne, malgré la montée du chômage. »

Ce chômage, beaucoup d'économistes pensent qu'il s'est installé pour longtemps et qu'il va augmenter encore. Pour trois raisons principales : la poursuite des restructurations, des regroupements de productions, destinées à assurer une meilleure rentabilisation du capital ; les modernisations dont l'objet est d'accroître encore la productivité (dont le rythme actuel de progression est de 5% par an) donc de réduire encore les effectifs ; l'abandon de productions devenues moins « intéressantes » à cause de la concurrence des pays disposant d'une main d'œuvre surexploitée. Ce ne sera d'ailleurs que la poursuite d'un mouvement déjà bien engagé puisqu'en sept ans plus d'un million d'emplois ont disparu dans l'industrie et le bâtiment.

Tout cela ne doit pas nous empêcher de savourer les bonnes nouvelles. Voici en effet que l'on nous annonce une reprise des investissements (+ 9% selon l'I.N.S.E.E.), la montée du « taux de marge » des entreprises — un euphémisme pour parler du profit — qui est passé de 22,1% en 1981 à 24,5% en 1984 et qui sera de 26,7% en 1985. Enfin, le taux d'autofinancement, c'est-à-dire la part du profit injectée dans les investissements, devrait être de 86,4% en 1985 contre 57,2% seulement en 1981. Et c'est pourquoi les cours des actions montent à la Bourse de Paris. Le parallèle est étonnant entre la courbe de cette montée et celle du chômage...

Le malheur des uns, répétons-le, fait le bonheur des autres. Ce vieil adage n'est-il pas, en vérité, une loi fondamentale de l'économie politique ?

Sébastien Basson

